

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2016/23 DU 25 JUIN 2016

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....	1
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	65

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2016/23

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
Ambulanciers (Guyane) : accord du 2 mars 2015 relatif au socle minimal de « protection santé »	4
Assurances et/ou réassurances (entreprises de courtage) : avenant du 14 janvier 2016 relatif à l'annexe VIII « Règlement intérieur de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) »	14
Bâtiment et travaux publics (La Réunion [ouvriers, ETAM, cadres]) : accord du 15 avril 2016 relatif aux salaires et aux primes pour l'année 2016	17
Boyauderie : avenant n° 20 du 14 avril 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} mai 2016.	24
Carrières et matériaux (industries [Limousin, ouvriers et ETAM]) : accord du 16 mars 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2016	25
Carrières et matériaux (industries [Poitou-Charentes, ouvriers et ETAM]) : accord du 17 mars 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} juillet 2016	29
Eaux et boissons sans alcool (production) : avenant n° 34 du 23 mars 2016 relatif aux salaires minima au 1^{er} mars 2016	33
Expertises et évaluations (sociétés) : avenant n° 63 du 24 mars 2016 relatif aux salaires minima au 1^{er} janvier 2016	36
Hospitalisation privée (à but non lucratif) : additif du 22 juin 2015 à l'avenant n° 2015-01 du 27 janvier 2015 relatif à la généralisation de la couverture de frais de santé	39
Huissiers de justice (personnel) : avenant n° 55 du 14 avril 2016 relatif à la grille des salaires au 1^{er} avril 2016	46
Métallurgie (Bas-Rhin) : avenant du 2 mai 2016 relatif aux salaires (RMH, RAEG) et aux primes au 1^{er} janvier 2016	49
Métallurgie (Ille-et-Vilaine et Morbihan) : accord du 22 avril 2016 relatif aux rémunérations annuelles garanties pour l'année 2016	52
Métallurgie (Vienne) : avenant du 22 avril 2016 relatif à la valeur du point et à la garantie de rémunération effective au 1^{er} juin 2016	54
Optique-lunetterie de détail : accord du 31 mars 2016 relatif à la mise en place d'une contribution conventionnelle obligatoire à la formation professionnelle	56
Optique-lunetterie de détail : avenant n° 3 du 31 mars 2016 à l'accord du 14 juin 2011 relatif à la prévoyance obligatoire des salariés non cadres	59

	<u>Pages</u>
Vins de Champagne : accord du 29 avril 2016 relatif au régime de remboursement des frais médicaux	62

Convention collective
ENTREPRISES D'AMBULANCES
IDCC : 3123. – Ouvriers, employés et techniciens
(Guyane)

ACCORD DU 2 MARS 2015
RELATIF AU SOCLE MINIMAL DE « PROTECTION SANTÉ »

NOR : ASET1650631M
IDCC : 3123

Entre :

Le SPAG ;

Le MEDEF Guyane ;

La CGPME Guyane ;

L'USAG,

D'une part, et

La CDTG ;

L'UD CFTC Guyane ;

L'UD FO Guyane,

D'autre part,

est conclu le présent accord portant création d'une obligation conventionnelle de souscrire un socle minimal de protection santé dans les entreprises exerçant les activités de transport sanitaire en Guyane.

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux du transport sanitaire de Guyane affirment leur volonté de contribuer à l'amélioration de la protection sociale de leurs salariés et estiment que la mise en place, au niveau conventionnel, d'un socle minimal de protection santé dans les conditions fixées par le présent accord répond à leur volonté :

- de couvrir l'ensemble des salariés du secteur et de pouvoir s'assurer de l'effectivité de cette généralisation de la couverture ;
- de sécuriser le régime mis en place, notamment financièrement, et de faire bénéficier les salariés concernés d'une réelle solidarité ;
- de donner un sens à la politique de prévention en matière de santé que doivent promouvoir les partenaires sociaux ;
- de garantir à tous les salariés du secteur l'unicité du coût de la couverture et sa stabilité tarifaire.

Les dispositions du présent accord s'inscrivent dans le cadre des « contrats responsables » conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

La création d'une couverture de cette nature, au niveau de la branche, ne saurait remettre en cause les contrats « complémentaire santé » obligatoires préexistant dans les entreprises ayant anticipé cette démarche d'avancée sociale et respectant les dispositions applicables lors de la mise en œuvre du présent accord en entreprise.

Au regard de la réalité structurelle des entreprises du transport sanitaire (le tissu des entreprises du transport sanitaire étant majoritairement constitué de petites, voire de très petites entreprises), le présent accord est porteur d'une clause de recommandation (conformément à l'article 14 – clauses de recommandation de la loi de finances 2014, conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale) de l'organisme assureur afin d'élargir la couverture de la mutualisation, et ce pour contribuer à la maîtrise des engagements financiers qu'il implique.

Article 1^{er}

Champ d'application

a) Entreprises

Le présent accord est applicable aux entreprises de transport sanitaire relevant du champ d'application de la convention collective régionale des ouvriers, employés et techniciens des entreprises d'ambulances de la Guyane.

b) Salariés bénéficiaires

Le présent accord, sous réserve des dispositions qui suivent, s'applique à l'ensemble des salariés des entreprises susvisées dès lors qu'ils justifient d'une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 6 mois. Ce délai est préfixe et n'est susceptible ni de suspension ni d'interruption.

Le choix de la formule (voir annexe) sera fixé par entreprise, en fonction de sa démographie, sur proposition de l'assureur, et sera révisable tous les ans.

Peuvent être dispensés d'adhésion :

- les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat d'une durée au moins égale à 12 mois, à condition de justifier par écrit en produisant tous documents d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties ;
- les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat d'une durée inférieure à 12 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs ;
- les salariés à temps partiel et apprentis dont l'adhésion au régime les conduirait à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute ;
- les salariés bénéficiaires d'une couverture complémentaire en application de l'article L. 861-3 du code de la sécurité sociale (CMU-C) ou d'une aide à l'acquisition d'une complémentaire santé en application de l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale jusqu'à l'échéance du contrat ;
- les salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé au moment de la mise en place du régime ou de l'embauche si celle-ci est postérieure jusqu'à l'échéance du contrat individuel ;
- à condition de le justifier chaque année, les salariés bénéficiant par ailleurs, y compris en tant qu'ayants droit, d'une couverture collective relevant d'un dispositif de prévoyance complémentaire conforme à l'un de ceux fixés par l'arrêté du 26 mars 2012 (arrêté relatif aux facultés de dispense d'adhésion à des systèmes de prévoyance collectifs et obligatoires mis en place dans les entreprises).

Les salariés se prévalant d'une dispense d'adhésion doivent :

- faire part de leur décision par écrit ;
- fournir des justificatifs et renouveler leur choix lors de chaque échéance annuelle.

c) Ayants droit

Les salariés visés au point *b* de l'article 1^{er} du présent accord peuvent choisir de couvrir leurs ayants droit en souscrivant des garanties complémentaires au régime obligatoire, conformément aux dispositions de l'article 4 du présent accord.

Au titre du présent accord, sont ayants droit :

- le conjoint couvert ou non par la sécurité sociale à titre d'ayant droit du salarié. Est assimilé au conjoint :
 - le concubin ayant un domicile commun avec le salarié (l'adresse déclarée à la sécurité sociale faisant foi) ;
 - la personne liée par un pacte civil de solidarité (Pacs) ;
- le(s) enfant(s) de moins de 21 ans considéré(s) comme ayant(s) droit par la sécurité sociale au titre de l'assuré, de son conjoint ou assimilé.

Cette limite d'âge est prorogée jusqu'au 26^e anniversaire pour les enfants affiliés à la sécurité sociale des étudiants, pour les enfants demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et pour les enfants en contrat d'apprentissage.

Par exception, aucune limite d'âge n'est fixée pour les enfants titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles.

Article 2

Garanties du régime

Les prestations (nature et niveau) du régime de base de la « complémentaire santé » figurent en annexe. La couverture exclut la prise en charge :

- des dépassements d'honoraires autorisés, à l'exception de ceux visés par l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale ;
- de la majoration du ticket modérateur en cas de non-respect du parcours de soins ;
- de la participation forfaitaire pesant sur l'assuré pour les actes et consultations visés à l'article L. 322-2-II du code de la sécurité sociale ;
- des franchises médicales applicables sur les médicaments, les actes paramédicaux et les transports sanitaires relevant de l'article L. 322-2-III du code de la sécurité sociale.

En tout état de cause, aucune exclusion ne peut être opposée à la prise en charge des frais exposés dans le cadre du parcours de soins pour lesquels des obligations minimales de couverture sont fixées à l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

L'organisme assureur procède aux versements des prestations :

- au vu des décomptes originaux des prestations en nature ;
- grâce à la télétransmission établie avec les caisses primaires d'assurance maladie ;
- sur pièces justificatives des dépenses réelles.

Les prestations garanties sont versées soit directement aux salariés, soit aux professionnels de santé par tiers payant.

Article 3

Choix de l'organisme assureur

En application de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale et sans préjudice de l'article 7 du présent accord, les partenaires sociaux ont décidé d'organiser une mutualisation des risques pour une durée de 5 ans auprès d'un organisme recommandé comme assureur : AG2R La Mondiale.

Une convention est établie entre les partenaires sociaux signataires du présent accord et cet organisme recommandé. Celle-ci devra en outre préciser :

- les modalités d'information des entreprises et de l'ensemble des salariés du secteur professionnel sur le contenu du présent accord, y compris les régimes optionnels et améliorés ainsi que la prise en charge des ayants droit ;
- la méthodologie qu'elle entend adopter pour contrôler les modalités d'application de l'accord dans les entreprises du secteur, et notamment la conformité des contrats préexistants en entreprise conformément aux dispositions prévues à l'article 7.

Il est annexé à ladite convention un document récapitulatif de l'ensemble des garanties proposées.

Le choix de l'organisme assureur recommandé sera réexaminé par la commission spécifique « appel d'offres » visée à l'article 10 au plus tard dans les 6 mois qui précèdent l'expiration de la période de 5 ans rappelée ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

En cas de changement d'organisme assureur recommandé, ce changement devra se faire sans rupture temporelle de la couverture des salariés au titre de la « complémentaire santé ».

Article 4

Obligation de l'organisme assureur

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur :

- l'entreprise employeuse est tenue de remettre à chaque salarié présent dans l'entreprise à la date de mise en œuvre du régime de protection santé ainsi qu'à tout nouvel embauché une notice d'information sur ledit régime : cette notice est établie sous la responsabilité de l'organisme assureur.

L'organisme assureur est tenu de :

- garantir la prise en charge de la suite des états pathologiques antérieurs à l'entrée en application du présent accord ;
- proposer une gamme de garanties complémentaires facultatives pour le salarié et/ou ses ayants droit. L'adhésion à ces garanties complémentaires est facultative et son coût, en l'absence de disposition spécifique en entreprise, repose intégralement sur le salarié.

En outre, sous réserve de l'évolution de la réglementation sociale et fiscale et des niveaux de remboursement de l'assurance maladie obligatoire, il est demandé à l'organisme assureur visé par l'article 3 du présent accord de garantir pour 5 ans aux entreprises et aux salariés une stabilité tarifaire et de couverture, quelles que soient les modalités de mise en œuvre retenues par ledit organisme assureur.

Article 5

Financement

L'entreprise est tenue de consacrer au financement du régime de base figurant en annexe au présent accord un montant minimal équivalent à 0,5 % du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) par salarié et par mois.

La cotisation totale (part patronale et part salariale) au régime de base obligatoire de branche est pour les entreprises dont les salariés dépendent du régime général de 1 % du PMSS par salarié et par mois.

La cotisation est due, pour chaque salarié bénéficiaire, au terme du sixième mois civil entier suivant l'embauche.

En cas de rupture du contrat de travail (notamment licenciement, démission ou rupture conventionnelle) au cours du mois civil, la totalité des cotisations du mois au cours duquel la rupture est intervenue est due.

Article 6

Cessation des garanties et cas de maintien des droits

En dehors de l'hypothèse visée à l'article 12 du présent accord, l'adhésion prend fin en cas de décès ou de rupture du contrat du salarié (départ en retraite, sauf cas de cumul emploi-retraite, démission, licenciement, rupture conventionnelle).

La garantie cesse d'être accordée au salarié à l'expiration du mois au cours duquel prend fin le contrat de travail qui le lie à l'entreprise relevant du champ d'application du présent accord.

Toutefois, conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles, peuvent continuer à être couverts :

- les bénéficiaires de la portabilité instituée par l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 modifié, pour la durée du dernier contrat de travail en vigueur dans l'entreprise, appréciée en mois entiers dans limite de 9 mois, avec effet le jour du mois qui suit la rupture du contrat de travail. Cette disposition pourra évoluer selon les modifications législatives à venir.

Les garanties cessent pour les bénéficiaires de la portabilité en cas de reprise d'une activité professionnelle :

- dès qu'ils ne peuvent plus justifier du statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage ;
- au plus tard au terme de la période de maintien des garanties prévue à l'article 14 de l'ANI ;
- à la date de liquidation de la pension vieillesse ;
- en cas de décès.

La suspension des allocations du régime d'assurance chômage, pour quelque cause que ce soit, n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties, qui ne sera pas prorogée d'autant.

- les bénéficiaires du mécanisme de maintien des couvertures santé de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1989, dite « loi Evin », sous réserve d'en faire la demande dans les 6 mois qui suivent la rupture du contrat de travail ou le décès.

Pour les anciens salariés bénéficiant du dispositif de portabilité pour une durée excédant 6 mois, le point de départ de ce délai de 6 mois est reporté à l'expiration des droits à portabilité. L'adhésion prend alors effet au lendemain de la réception de la demande, sans délai de carence ni questionnaire d'état de santé.

En cas de maintien des droits, à défaut de mécanisme de mutualisation, la cotisation salariale de financement du régime est à la charge de l'ancien salarié et prélevée selon les modalités prévues par le contrat signé entre l'entreprise et l'organisme assureur. En cas de changement d'organisme assureur pour assurer le régime conventionnel obligatoire, les salariés bénéficiaires du dispositif de portabilité sont affiliés dans les mêmes conditions que les salariés en activité auprès du nouvel organisme assureur.

En cas de suspension du contrat de travail avec maintien total ou partiel de salaire ou versement d'un complément de salaire à la charge de l'employeur, la couverture est maintenue sous réserve que le salarié s'acquitte de la part salariale de la cotisation. Dans le cas d'une suspension du contrat de travail sans maintien de salaire, la couverture est suspendue sauf si le salarié s'acquitte de l'intégralité de la cotisation.

Article 7

Mise en œuvre en entreprise

Les entreprises visées à l'article 1^{er} doivent adhérer à un organisme assureur (ledit organisme recommandé à l'article 3) à compter de la date définie à l'article 11 (date d'application du présent accord).

En application des dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les contrats préexistants en entreprise avant la date de mise en œuvre seront considérés conformes au présent accord sous réserve que toutes les garanties (hormis les actes de prévention) définies dans leurs contrats soient, risque par risque, de niveau supérieur aux garanties définies dans le règlement de base du présent accord.

Article 8

Commission de suivi de l'accord

Il est institué, dans le cadre de la commission nationale d'interprétation et de conciliation, une commission nationale de suivi, composée des organisations professionnelles et syndicales représentatives signataires ou adhérentes au présent accord, chargée :

- de traiter des éventuelles difficultés d'interprétation et d'application de ses dispositions ;
- d'évaluer plus particulièrement les conditions et les difficultés liées à la transférabilité du droit à la « complémentaire santé » ;
- de s'assurer du respect des dispositions de l'article 7 du présent accord, de gérer les litiges liés aux conditions d'applications dudit article et de décider conjointement avec l'organisme recommandé les dossiers à porter en contentieux qui lui seront soumis sur l'appréciation de la notion du « risque par risque », de niveaux supérieurs aux garanties définies dans le régime de base du présent accord.

Les représentants de l'organisme assureur recommandé assistent aux réunions sauf lorsque la commission statue en interprétation du présent accord.

Cette commission se réunira pour la première fois dans les 3 mois à compter de la date d'application prévue à l'article 11 du présent accord, aux fins de signature de la convention avec l'opérateur recommandé.

Article 9

Commission financière

Afin de suivre l'évolution financière du régime mis en place par l'organisme assureur désigné et d'en contrôler l'équilibre, il est instauré une commission financière. Celle-ci sera composée de deux représentants par organisations professionnelles et syndicales représentatives.

Les représentants de l'organisme assureur désigné assistent aux réunions.

Article 10

Commission spécifique « appel d'offres »

Une commission spécifique « appel d'offres », composée de l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentatives dans le transport sanitaire en Guyane, est créée par le présent accord.

Cette commission spécifique est notamment chargée, tous les 5 ans :

- d'élaborer le cahier des charges ;
- de lancer l'appel d'offres ;
- d'analyser les réponses à l'appel d'offres selon les modalités d'attribution définies par le cahier des charges ;
- d'arrêter le ou les organismes assureurs recommandés.

Article 11

Mise en application

Le présent accord entre en application à sa date de signature.

Article 12

Dénonciation et modification

Le présent accord ne peut être dénoncé ou modifié qu'à condition d'observer les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en vigueur.

En cas de dénonciation, l'accord continuera à produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord qui lui sera substitué ou à défaut pendant la durée prévue par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 13

Dépôt et extension

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Cayenne, le 2 mars 2015.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Récapitulatif des garanties proposées

Nature des frais	Niveau de couverture incluant le remboursement de la Sécurité Sociale
Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité	
Frais de séjour	100% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Honoraires (actes de chirurgie, actes d'anesthésie, autres honoraires)	180% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Honoraires des médecins ayant adhéré au CAS (actes de chirurgie, actes d'anesthésie, autres honoraires)	200% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Chambre particulière	60 Euros/jour
Forfait hospitalier engagé	100% du forfait réglementaire en vigueur
Frais d'accompagnement (1)	60 Euros/jour
Transport remboursé par la Sécurité Sociale	100% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Actes médicaux	
Généralistes (consultations et visites)	130% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Généralistes (consultations et visites) - adhésion CAS	150% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Spécialistes (consultations et visites)	180% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Spécialistes (consultations et visites) - adhésion CAS	200% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Actes de chirurgie et techniques médicaux	180% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Actes de chirurgie et techniques médicaux - adhésion CAS	200% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Actes d'imagerie médicale, radiologie et échographie	180% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Actes d'imagerie médicale, radiologie et échographie - adhésion CAS	200% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Auxiliaires médicaux	100% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Analyses	100% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Pharmacie remboursée par la Sécurité Sociale	100% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Prothèses Auditives (2)	RSS + Crédit de 400 Euros par année civile
Orthopédie et autres appareillages hors appareillages dentaires et auditifs	200% Base de remboursement
Maternité	
Naissance d'un enfant déclaré	200 Euros
Cure thermique acceptée par la Sécurité Sociale	
Frais de traitement et honoraires	150% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Frais de voyage et hébergement	200 Euros
Actes de prévention au sens des dispositions fixées par le décret n°2005- 1226 du 29/09/2005 (3)	100% Base de remboursement de la Sécurité Sociale

1) Pour enfant hospitalisé de moins de 16 ans, sur présentation d'un justificatif

2) L'entendement est appréciée par année civile. La part non consommée une année n'est pas reportée l'année suivante

3) Liste des actes de prévention :

- Soitement des ulcères sur les molaires avant 14 ans

- Débridage annuel complet sus et sous-gingival effectué en 2 séances maximum

- Premier bilan du langage oral ou écrit pour un enfant de moins de 14 ans

- Dépistage de l'hyperlipidémie

- Dépistage une fois tous les cinq ans des troubles de l'audition chez les personnes âgées de plus de 50 ans pour un des actes suivants :

a) Audiométrie tonale ou vocale ;

b) Audiométrie tonale avec tympanométrie ;

c) Audiométrie vocale dans le bruit ;

d) Audiométrie tonale et vocale ;

e) Audiométrie tonale et vocale avec tympanométrie ;

- Otorrhinolaryngologie pour les femmes de plus de 50 ans, tous les 6 ans

- Vaccinations suivantes, seules ou combinées :

a) Diphtérie, tétanos et poliomyélite : tous âges ;

b) Coqueluche : avant 14 ans ;

c) Méningite B : avant 14 ans ;

d) ROR : avant 6 ans ;

e) Rubéole pour les adolescentes qui n'ont pas été vaccinées et pour les femmes non immunisées désirant un enfant ;

f) Haemophilus influenzae B - infections à l'origine de la méningite de l'enfant ;

g) Vaccination contre les infections invasives à pneumocoques pour les enfants de moins de 18 mois.

Nature des frais	Niveau de couverture incluant le remboursement de la Sécurité Sociale
Monture et verres adulte (dont une prise en charge maximum pour la monture de 150 Euros) (1) (2)	
2 verres unifocaux (3) (6)	RSS + 250 Euros
2 verres unifocaux forte correction (3) (8)	RSS + 325 Euros
2 verres multifocaux ou progressifs (4) (10)	RSS + 450 Euros
2 verres multifocaux ou progressifs forte correction (4) (12)	RSS + 525 Euros
1 verre unifocal (3) (6) + 1 verre unifocal forte correction (4) (10)	RSS + 287,50 Euros
1 verre unifocal (3) (6) + 1 verre multifocal ou progressif (4) (10)	RSS + 350 Euros
1 verre unifocal (3) (6) + 1 verre multifocal ou progressif forte correction (4) (10)	RSS + 387,50 Euros
1 verre unifocal forte correction (3) (8) + 1 verre multifocal ou progressif (4) (10)	RSS + 387,50 Euros
1 verre unifocal forte correction (4) (8) + 1 verre multifocal ou progressif forte correction (4) (12)	RSS + 425 Euros
1 verre multifocal ou progressif (4) (10) + 1 verre multifocal ou progressif forte correction (4) (12)	RSS + 487,50 Euros
Monture et verres enfant (dont une prise en charge maximum pour la monture de 150 Euros) (1) (2) (5)	
2 verres unifocaux (3) (7)	RSS + 150 Euros
2 verres unifocaux forte correction (3) (9)	RSS + 250 Euros
2 verres multifocaux ou progressifs (4) (11)	RSS + 250 Euros
2 verres multifocaux ou progressifs forte correction (4) (13)	RSS + 310 Euros
1 verre unifocal (3) (7) + 1 verre unifocal forte correction (4) (9)	RSS + 200 Euros
1 verre unifocal (3) (7) + 1 verre multifocal ou progressif (4) (11)	RSS + 200 Euros
1 verre unifocal (3) (7) + 1 verre multifocal ou progressif forte correction (4) (13)	RSS + 230 Euros
1 verre unifocal forte correction (3) (9) + 1 verre multifocal ou progressif (4) (11)	RSS + 250 Euros
1 verre unifocal forte correction (3) (9) + 1 verre multifocal ou progressif forte correction (4) (13)	RSS + 280 Euros
1 verre multifocal ou progressif (4) (11) + 1 verre multifocal ou progressif forte correction (4) (13)	RSS + 280 Euros
Lentilles (1)	
Acceptées par la Sécurité Sociale	RSS + Crédit de 200 Euros par année civile
Jetables et/ou refusées par la Sécurité Sociale	
Chirurgie réfractive (1) (14)	Crédit de 500 Euros par oeil et par année civile

(1) L'annuité s'apprécie par année civile et la biannuité s'apprécie sur deux années civiles consécutives. La part non consommée d'une période n'est pas reportée à la période suivante.

(2) Cette garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'un seul équipement composé de deux verres et d'une monture, sur deux années civiles consécutives. Pour les mineurs ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue, la garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'un équipement par année civile.

(3) Les garanties "forte correction" correspondent aux définitions suivantes : verre simple foyer dont la sphère est hors zone entre -8 et +6 ou dont le cylindre est supérieur à +4.

Tout équipement ayant des corrections non comprises dans cette définition est considéré comme "de base".

(4) Les garanties "forte correction" correspondent aux définitions suivantes : verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindrique dont la sphère est hors zone entre -8 et +8 ou à verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de -4 à +4.

Tout équipement ayant des corrections non comprises dans cette définition est considéré comme "de base".

Détail du poste optique :

(5) Moins de 16 ans

(6) Verres unifocaux simples Adultes : LPP 22 03240 - 22 87918 - 22 59968 - 22 26412

(7) Verres unifocaux simples Enfants : LPP 22 61874 - 22 42457 - 22 00393 - 22 70413

(8) Verres unifocaux complexes Adultes : LPP 22 82793 - 22 63459 - 22 80660 - 22 65330 - 22 35776 - 22 95896 - 22 84527 - 22 54886 - 22 12978 - 22 52666 - 22 66360 - 22 99523

Nature des frais	Niveau de couverture incluant le remboursement de la Sécurité Sociale
Soins Dentaires	100% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Prothèses dentaires remboursées par la Sécurité Sociale (y compris inlay, onlay, inlay core et inlay à clavettes)	250% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Prothèses dentaires non remboursées par la Sécurité Sociale (1)	200% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Orthodontie remboursée / non remboursée par la Sécurité Sociale (adulte/enfant)	250% Base de remboursement de la Sécurité Sociale
Parodontologie non remboursée par la Sécurité Sociale (2)	Crédit de 100 Euros par année civile
Implantologie (3)	400 Euros par implant

(1) Liste des actes pris en charge dans cette garantie :

- Couronnes dentaires : HBLD038 et HBLD039, à l'exclusion des couronnes ou dents à tenon préfabriquées, couronnes ou dents à tenon provisoires, couronnes à recouvrement partiel.

- Prothèses supra-implantaires : HBLD132, HBLD402, HBLD118, HBLD199, HBLD240, HBLD236, HBLD217 et HBLD171.

- Bridges : HBLD040, HBLD043, HBLD033 et HBLD023 ainsi que les actes annexes s'y rapportant : HBMD460, HBMD347, HBMD1062, HBMD479, HBMD433, HBMD072, HBMD081 et HBMD087, à l'exclusion des prothèses dentaires sur dents temporaires, prothèses dentaires sur dents à tenon préfabriquées, prothèses dentaires ou dents à tenon provisoires, les piliers de bridge à recouvrement partiel.

(2) L'annuité est appréciée par année civile. La part non consommée une année n'est pas reportée l'année suivante. Sont exclus les actes en lien direct avec un traitement ou prothèse ou d'implantologie.

(3) Pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexé (scanner, pilier, couronne), dans la limite de 3 implants par an.

SS : Sécurité Sociale

ASSISTANCE FRAIS DE SANTE	
<ul style="list-style-type: none"> • ALLO INFOS • ALLO INFOS SANTE 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Renseignements vie pratique, juridique et financière ⇒ Informations médicales vie courante et préliminaires à un voyage
<ul style="list-style-type: none"> • <u>ASSISTANCE EN DEPLACEMENT TEMPORAIRE</u> <p>Si malade ou blessé *</p> <p>En cas de décès *</p>	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Rapatriement du malade ⇒ Présence au chevet d'un membre de la famille (prise en charge des frais de transport et d'hébergement) ⇒ Prise en charge des médicaments à l'étranger ⇒ D'un membre de la famille : prise en charge du transport pour assister aux obsèques d'un proche ⇒ Du bénéficiaire : prise en charge du transport du corps
<ul style="list-style-type: none"> • <u>ASSISTANCE AU DOMICILE</u> <p>SERVICES EN CAS DE MALADIE OU D'ACCIDENT *</p> <p>SERVICES EN CAS D'HOSPITALISATION *</p>	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Recherche de professionnels de santé et de médicaments nécessaires ⇒ Aide ménagère à domicile ⇒ Transfert des enfants ou petits enfants (garantie étendue en cas de décès du bénéficiaire) ⇒ Garde des enfants ⇒ Télévision ⇒ Présence au chevet d'un membre de la famille (prise en charge des frais de transport et d'hébergement)

(*) Montants et éventuelles carences : se rapporter aux conditions générales de PRIMA ASSISTANCE

Brochure n° 3110

Convention collective nationale

**IDCC : 2247. – ENTREPRISES DE COURTAGE D'ASSURANCES
ET/OU DE RÉASSURANCES**

AVENANT DU 14 JANVIER 2016

RELATIF À L'ANNEXE VIII « RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION PARITAIRE
NATIONALE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (CPNEFP) »

NOR : ASET1650628M

IDCC : 2247

Entre :

La CSCA,

D'une part, et

La FSPBA CGT ;

Le SNECAA CFE-CGC ;

La FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires du présent avenant décident de réécrire le règlement intérieur de la CPNEFP.

Le présent avenant remplace et rend caduc l'avenant du 18 octobre 2011 (étendu par arrêté du 2 avril 2012, *Journal officiel* du 11 avril 2012).

Article 1^{er}

Composition de la commission

Chaque organisation syndicale représentative sur le plan national communiquera dès l'entrée en vigueur de la nouvelle convention collective, à la délégation des employeurs, la liste des personnes habilitées à la représenter au sein de la CPNEFP ; chaque liste comportera au maximum cinq noms.

Les organisations syndicales représentatives veillent à ce que les personnes habilitées disposent *a minima* de compétences professionnelles et/ou d'une expérience professionnelle en lien avec le courtage d'assurances et/ou de réassurances ou le secteur de l'assurance.

Les organisations syndicales notifieront à la délégation des employeurs tout changement intervenant dans cette liste.

Les salariés mandatés informent leur employeur de leur participation à la CPNEFP dans les conditions d'usage de leur entreprise.

Chaque organisation syndicale peut se faire représenter à chaque réunion de la CPNEFP au maximum par trois personnes de sa liste ; il ne peut y avoir par organisation syndicale plus d'un salarié d'une même entreprise de courtage lors de chaque séance.

Le nombre maximum de représentants des organisations patronales sera égal au nombre de représentants syndicaux.

Article 2

Compétences de la commission

La CPNEFP aura notamment pour mission :

- d'étudier tous les moyens techniques et financiers en vue d'assurer au personnel des entreprises de courtage d'assurances et de réassurances, la formation et le perfectionnement professionnels permanents ;
- d'assurer l'échange d'informations sur la situation de l'emploi, au niveau régional et national, entre les parties signataires ;
- de procéder à l'étude de la situation de l'emploi et de son évolution prévisible au niveau de la branche ;
- de rechercher et d'étudier les modalités permettant de suivre l'exécution des actions engagées au titre de la formation.

La commission peut elle-même décider de privilégier certaines actions qu'elle estime nécessaires et adéquates à l'amélioration de l'emploi dans le secteur du courtage d'assurances.

Article 3

Administration

1° Présidence

La présidence de la CPNEFP sera assurée à tour de rôle pendant 2 ans par un représentant de la délégation patronale puis par un représentant de la délégation syndicale.

Le président est désigné par le collège qui doit assurer la présidence de cette commission.

En cas de pluralité d'organisations syndicales par collège, la présidence sera assurée à tour de rôle par chaque organisation syndicale.

Le président a pour rôle :

- de représenter la commission dans ses activités ;
- d'assurer la tenue et l'ordre du jour des réunions ;
- de mettre à exécution les décisions de la CPNEFP.

2° Réunions et convocations

La CPNEFP se réunit au moins deux fois par an.

Le président de la CPNEFP est chargé de convoquer les différentes organisations syndicales au minimum 1 mois franc avant la réunion de ladite commission.

La convocation doit mentionner les sujets à l'ordre du jour de la réunion.

3° Secrétariat

Les organisations patronales se chargent du secrétariat de la commission.

Article 4

Réunions préparatoires

Une réunion préparatoire est prévue avant chaque réunion de la CPNEFP.

Au titre de sa participation à la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP), chaque salarié – mandaté par son organisation syndicale représentative au plan national, pour participer à la dite commission – bénéficie d'une journée de délégation de branche pour participer à la réunion préparatoire.

Article 5

Indemnisation

Le temps passé en réunion de la CPNEFP ou en réunion préparatoire est assimilé à du temps de travail effectif.

Les salariés siégeant au sein de la CPNEFP doivent transmettre à leur employeur ou au représentant de celui-ci copie de leur convocation dans les huit jours de sa réception.

Article 6

Frais engagés au titre des réunions de la CPNEFP

1° Frais de repas

Les frais de repas que les membres de la CPNEFP auront engagés le jour de la tenue de chaque réunion de la CPNEFP seront pris en charge par leur employeur sur la base du montant réel justifié, dans la limite de 20 € par salarié participant aux réunions.

Si le salarié bénéficie au sein de son entreprise de titres restaurant, la valeur patronale de ces derniers se défalque du montant ci-dessus.

Cette prise en charge vaut pour trois personnes maximum par organisation syndicale au titre de leur participation à la réunion de la CPNEFP.

2° Frais de transport

Les frais de transport que les membres de la CPNEFP auront engagés à l'occasion de la tenue de chaque réunion de la CPNEFP seront pris en charge par leur employeur sur présentation de justificatifs (train sur la base du tarif SNCF, 2^e classe).

Cette prise en charge vaut pour trois personnes maximum par organisation syndicale au titre de leur participation à la réunion de la CPNEFP.

3° Frais d'hébergement

Lorsque la réunion de la CPNEFP ou la réunion préparatoire qui la précède se tient pour partie ou en intégralité la veille, les membres de la CPNEFP dont le trajet domicile-lieu de la réunion dépasse 2 heures pourront bénéficier du forfait « hébergement ». Les frais d'hébergement engagés par les membres de la CPNEFP, la nuit précédant la tenue de la réunion, au titre de leur participation à la réunion de la CPNEFP, seront pris en charge de la manière suivante : remboursement d'une nuitée comprenant une chambre d'hôtel et un petit déjeuner et/ou un dîner sur la base d'un montant réel justifié, dans la limite de 100 €.

Cette prise en charge vaut pour trois personnes maximum par organisation syndicale au titre de leur participation à la réunion de la CPNEFP.

Fait à Paris, le 14 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

CONVENTIONS COLLECTIVES

Convention collective départementale

IDCC : 627. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
Employés, techniciens et agents de maîtrise
(La Réunion)
(12 juillet 1971)

(Etendue par arrêté du 23 août 1973,
Journal officiel du 30 septembre 1973)

Convention collective départementale

IDCC : 771. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
Ingénieurs assimilés et cadres
(La Réunion)
(9 mai 1974)

(Etendue par arrêté du 4 août 1975,
Journal officiel du 15 août 1975)

Convention collective départementale

IDCC : 2389. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
Ouvriers
(La Réunion)
(13 mai 2004)

(Etendue par arrêté du 13 décembre 2004,
Journal officiel du 26 décembre 2004)

ACCORD DU 15 AVRIL 2016
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2016

NOR : ASET1650622M

IDCC : 627, 771, 2389

Entre :

La FRBTP,

D'une part, et

L' UIR CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CGTR,

D'autre part,

à l'issue des réunions paritaires qui se sont tenues depuis le 24 février 2016, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Ouvriers

Les salaires horaires minimaux des différents niveaux et positions de la grille des ouvriers seront revalorisés comme suit :

Sur la grille de référence base 35 heures, en vigueur à la date de signature du présent accord :

- + 1 % à compter du 1^{er} avril 2016 ;
- + 0,5 % à compter du 1^{er} août 2016 ;
- + 0,4 % à compter du 1^{er} décembre 2016.

Sur la grille de référence base 39 heures, en vigueur à la date de signature du présent accord :

- + 1 % à compter du 1^{er} avril 2016 ;
- + 0,5 % à compter du 1^{er} août 2016 ;
- + 0,4 % à compter du 1^{er} décembre 2016.

Article 2

ETAM

Sur la grille de référence des salaires minima en vigueur à la date de signature du présent accord, les salaires des ETAM seront revalorisés comme suit :

- + 1 % à compter du 1^{er} avril 2016 ;
- + 0,5 % à compter du 1^{er} août 2016 ;
- + 0,4 % à compter du 1^{er} décembre 2016.

Article 3

Cadres et IAC

Sur la grille de référence des salaires minima en vigueur à la date de signature du présent accord, les salaires des cadres et IAC seront revalorisés comme suit :

- + 1 % à compter du 1^{er} avril 2016 ;
- + 0,5 % à compter du 1^{er} août 2016 ;
- + 0,4 % à compter du 1^{er} décembre 2016.

Article 4

Il est précisé que pour les ETAM et les cadres et IAC il n'existe qu'une seule grille d'appointements minimaux, pour chacune des catégories, quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise.

Article 5

Indemnité de repas ou « prime de panier »

Il est rappelé que, conformément à la convention collective des ouvriers du BTP de La Réunion, le montant de l'indemnité de repas est recalculé chaque année en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la vie à La Réunion (ensemble hors tabac).

En conséquence, le montant en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2015 sera augmenté de 0,4 % à compter du 1^{er} juillet 2016, date à partir de laquelle l'indemnité de repas sera de 11,62 €.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord et son application à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application des conventions collectives du BTP de La Réunion ou s'y rattachant.

Article 7

Application

Le présent accord est applicable à dater du 1^{er} avril 2016, pour l'ensemble des salariés visés aux articles 1^{er}, 2 et 3 et présents dans l'entreprise à la date de signature de l'accord.

Cet accord reste ouvert à la signature des organisations qui souhaiteraient y adhérer dans les délais réglementaires en vigueur.

Fait à Saint-Denis, le 15 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Salaires des ouvriers du BTP (année 2016)

(Entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures)

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEF.	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} janvier 2015	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} avril 2016 (*)	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} août 2016 (*)	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} décembre 2016 (*)
Niveau I					
Ouvriers d'exécution :					
– échelon 1	102	10,44	10,54	10,60	10,64
– échelon 2	103	10,54	10,65	10,70	10,74
Niveau II					
Ouvriers professionnels :					
– échelon 1	105	10,71	10,82	10,87	10,91
– échelon 2	112	11,30	11,41	11,47	11,52
– échelon 3	118	11,80	11,92	11,98	12,03
– échelon 4	126	12,49	12,61	12,68	12,73
Niveau III					
Compagnons professionnels, chefs d'équipe :					
– échelon 1	137	13,40	13,53	13,60	13,66
– échelon 2	145	14,14	14,28	14,35	14,41
– échelon 3	159	15,31	15,46	15,54	15,60
Niveau IV					
Maîtres ouvriers :					
– échelon 1	173	16,48	16,64	16,73	16,79
– échelon 2	187	17,65	17,83	17,92	17,99
– échelon 3	201	18,84	19,03	19,12	19,20
(*) La présente grille s'applique à compter du 1 ^{er} avril 2016 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 15 avril 2016.					

	Du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016	Du 1 ^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017
Pour mémoire : prime de panier (ouvriers non sédentaires, toutes zones)	11,57	11,62

Salaires des ouvriers du BTP (année 2016)

(Entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 39 heures)

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEF.	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} janvier 2015	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} avril 2016 (*)	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} août 2016 (*)	TAUX HORAIRE au 1 ^{er} décembre 2016 (*)
Niveau I					
Ouvriers d'exécution :					
– échelon 1	102	10,13	10,23	10,28	10,32
– échelon 2	103	10,20	10,30	10,35	10,39
Niveau II					
Ouvriers professionnels :					
– échelon 1	105	10,26	10,36	10,41	10,46
– échelon 2	112	10,63	10,74	10,79	10,83
– échelon 3	118	11,11	11,22	11,28	11,32
– échelon 4	126	11,74	11,86	11,92	11,96
Niveau III					
Compagnons professionnels, chefs d'équipe :					
– échelon 1	137	12,63	12,76	12,82	12,87
– échelon 2	145	13,30	13,43	13,50	13,55
– échelon 3	159	14,40	14,54	14,62	14,68
Niveau IV					
Maîtres ouvriers :					
– échelon 1	173	15,51	15,67	15,74	15,81
– échelon 2	187	16,66	16,83	16,91	16,98
– échelon 3	201	17,75	17,93	18,02	18,09
(*) La présente grille s'applique à compter du 1 ^{er} avril 2016 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 15 avril 2016. Lorsque le salarié effectue 39 heures dans une semaine, les heures entre la 36 ^e et la 39 ^e heure donnent droit à une majoration de 25 % des taux horaires ci-dessus. Il est conseillé de faire figurer les heures supplémentaires sur une ligne distincte.					

	Du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016	Du 1 ^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017
Pour mémoire : prime de panier (ouvriers non sédentaires, toutes zones)	11,57	11,62

Appointements minimaux des ETAM du BTP (année 2016)

(En euros.)

COEF.	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} janvier 2015	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} avril 2016 (*)	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} août 2016 (*)	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} décembre 2016 (*)
300	1 528,31	1 543,59	1 551,31	1 557,52
310	1 565,75	1 581,41	1 589,31	1 595,67
325	1 621,92	1 638,14	1 646,33	1 652,92
345	1 696,80	1 713,77	1 722,34	1 729,23
370	1 790,41	1 808,31	1 817,36	1 824,63
380	1 827,84	1 846,12	1 855,35	1 862,77
400	1 902,71	1 921,74	1 931,35	1 939,07
415	1 958,87	1 978,46	1 988,35	1 996,30
425	1 996,32	2 016,28	2 026,36	2 034,47
435	2 033,74	2 054,08	2 064,35	2 072,61
450	2 089,89	2 110,79	2 121,34	2 129,83
465	2 156,33	2 177,89	2 188,78	2 197,54
480	2 212,50	2 234,63	2 245,80	2 254,78
500	2 287,39	2 310,26	2 321,82	2 331,10
530	2 399,72	2 423,72	2 435,84	2 445,58
540	2 437,14	2 461,51	2 473,82	2 483,71
550	2 474,57	2 499,32	2 511,81	2 521,86
565	2 530,75	2 556,06	2 568,84	2 579,11
575	2 568,18	2 593,86	2 606,83	2 617,26
585	2 605,58	2 631,64	2 644,79	2 655,37
600	2 661,78	2 688,40	2 701,84	2 712,65
620	2 736,65	2 764,02	2 777,84	2 788,95
630	2 746,53	2 774,00	2 787,87	2 799,02
645	2 802,68	2 830,71	2 844,86	2 856,24
655	2 840,15	2 868,55	2 882,89	2 894,43
665	2 876,66	2 905,43	2 919,95	2 931,63
680	2 932,26	2 961,58	2 976,39	2 988,30
700	3 007,10	3 037,17	3 052,36	3 064,57
710	3 044,49	3 074,93	3 090,31	3 102,67
730	3 118,28	3 149,46	3 165,21	3 177,87
745	3 173,88	3 205,62	3 221,65	3 234,53
755	3 211,30	3 243,41	3 259,63	3 272,67
780	3 304,32	3 337,36	3 354,05	3 367,47
800	3 379,14	3 412,93	3 430,00	3 443,72
820	3 452,93	3 487,46	3 504,90	3 518,92

COEF.	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} janvier 2015	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} avril 2016 (*)	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} août 2016 (*)	SALAIRE MENSUEL au 1 ^{er} décembre 2016 (*)
830	3 490,37	3 525,27	3 542,90	3 557,07
845	3 545,96	3 581,42	3 599,33	3 613,72
860	3 601,54	3 637,56	3 655,74	3 670,37

(*) La grille s'applique à compter du 1^{er} avril 2016 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 15 avril 2016.

Il n'existe qu'une seule grille quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise. Les heures effectuées au-delà de l'horaire légal de 35 heures donnent droit à des majorations pour heures supplémentaires.

Appointements minimaux des IAC du BTP (année 2016)

(En euros.)

	COEF.	SALAIRE mensuel au 1 ^{er} janvier 2015	SALAIRE mensuel au 1 ^{er} avril 2016 (*)	SALAIRE mensuel au 1 ^{er} août 2016 (*)	SALAIRE mensuel au 1 ^{er} décembre 2016 (*)
Position A. – Débutants					
– moins de 24 ans	60	2 474,28	2 499,02	2 511,52	2 521,56
– de 24 à 26 ans	70	2 836,52	2 864,89	2 879,21	2 890,73
– de 26 à 28 ans	80	3 199,79	3 231,79	3 247,95	3 260,94
Débutants diplômés					
– moins de 24 ans	65	2 655,89	2 682,45	2 695,86	2 706,64
– de 24 à 26 ans	75	3 018,14	3 048,32	3 063,56	3 075,82
– de 26 à 28 ans	85	3 381,39	3 415,20	3 432,28	3 446,01
Position B. – Ingénieurs et assimilés					
Echelon 1 :					
– catégorie I (*)	90	3 561,99	3 597,61	3 615,60	3 630,06
– ingénieurs diplômés (*)	90	3 561,99	3 597,61	3 615,60	3 630,06
– après 5 ans (*)	95	3 743,63	3 781,07	3 799,97	3 815,17
– catégorie II (*)	100	3 925,25	3 964,50	3 984,33	4 000,26
– après 5 ans (*)	103	4 033,83	4 074,17	4 094,54	4 110,92
Echelon 2 :					
– catégorie I	108	4 215,44	4 257,59	4 278,88	4 296,00
– catégorie II	120	4 650,75	4 697,26	4 720,74	4 739,63
Position C. – Cadres					
Echelon 1	130	5 014,00	5 064,14	5 089,46	5 109,82
Echelon 2	162	6 174,78	6 236,53	6 267,71	6 292,78

(*) La grille s'applique à compter du 1^{er} avril 2016 sauf pour les salariés ayant quitté l'entreprise antérieurement au 15 avril 2016.

Il n'existe qu'une seule grille de salaires mensuels, quel que soit l'horaire collectif appliqué dans l'entreprise.

Brochure n° 3253

Convention collective nationale

IDCC : 1543. – BOYAUDERIE

**AVENANT N° 20 DU 14 AVRIL 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MAI 2016**

NOR : ASET1650630M

IDCC : 1543

Entre :

La CSBF,

D'une part, et

La FNAA CFE-CGC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

1. Supprime et remplace le barème des rémunérations minimales.

A compter du 1^{er} mai 2016, le barème des rémunérations minimales, pour un horaire de 151,66 heures mensuelles (35 heures par semaine), est fixé de la façon suivante :

(En euros.)

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MINIMALE
100	1 466,62
125	1 474,00
135	1 477,00
150	1 480,00
160	1 486,00
175	1 518,00
200	1 560,00
220	1 640,00

Le reste sans changement.

2. Demande d'extension du présent accord.

Fait à Paris le 14 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales
INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 16 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2016
(LIMOUSIN)

NOR : ASET1650623M

IDCC : 87, 135

Entre :

L'UNICEM Limousin,

D'une part, et

La FG FO ;

Le SICMA CFE-CGC BTP ;

L'URCB CFDT Limousin ;

L'UR BATIMAP-TP CFTC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE	TAUX DE REVALORISATION en pourcentage
I	1	1 467	1,43
	2	1 480	1,20
II	1	1 487	1,20
	2	1 510	1,20
	3	1 555	1,20
III	1	1 562	1,20
	2	1 585	1,20
	3	1 634	1,20
IV	1	1 642	1,20
	2	1 669	1,20
	3	1 729	1,20
V	1	1 734	1,20
	2	1 788	1,20
	3	1 912	1,20
VI	1	1 945	1,20
	2	2 020	1,20
	3	2 182	1,20
VII	1	2 226	1,20
	2	2 361	1,20
	3	2 572	1,20

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non compris les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion, courant septembre, si la conjoncture économique s'améliore de manière significative.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Limoges, le 16 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES
DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET ENTRANT DANS LE CHAMP DU
PRÉSENT ACCORD

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Classe 14 : minéraux divers	
Groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Classe 15 : matériaux de construction	
Groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Groupe 15.03	Pierres de construction
Groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Classe 87 : services divers (marchands)	
Groupe 87.05	Pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire)
Les activités relevant du groupe 15.08 produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.	

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

ACCORD DU 17 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JUILLET 2016
(POITOU-CHARENTES)

NOR : ASET1650624M

IDCC : 87, 135

Entre :

L'UNICEM Poitou-Charentes,

D'une part, et

La FG FO ;

Le SICMA CFE-CGC BTP ;

L'UR CFDT Poitou-Charentes ;

L'UR BATIMAP-TP CFTC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE	TAUX DE REVALORISATION en pourcentage
I	1	1 467	1,43
	2	1 475	0,90
II	1	1 482	0,90
	2	1 505	0,90
	3	1 551	0,90
III	1	1 558	0,90
	2	1 580	0,90
	3	1 629	0,90
IV	1	1 637	0,90
	2	1 664	0,90
	3	1 724	0,90
V	1	1 729	0,90
	2	1 782	0,90
	3	1 906	0,90
VI	1	1 939	0,90
	2	2 014	0,90
	3	2 176	0,90
VII	1	2 219	0,90
	2	2 354	0,90
	3	2 564	0,90

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;

- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non compris les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juillet 2016.

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion prévue courant septembre 2016 si la conjoncture économique connaît une évolution positive significative.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Poitiers, le 17 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

LISTE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES
DES INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET ENTRANT DANS LE CHAMP DU
PRÉSENT ACCORD

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Classe 14 : minéraux divers	
Groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Classe 15 : matériaux de construction	
Groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Groupe 15.03	Pierres de construction
Groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Groupe 15.09	matériaux de construction divers
Classe 87 : services divers (marchands)	
Groupe 87.05	Pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire)
Les activités relevant du groupe 15.08 produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.	

Brochure n° 3247

Convention collective nationale

**IDCC : 1513. – ACTIVITÉS DE PRODUCTION
DES EAUX EMBOUTEILLÉES,
DE BOISSONS RAFRAÎCHISSANTES
SANS ALCOOL ET DE BIÈRE**

**AVENANT N° 34 DU 23 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} MARS 2016**

NOR : ASET1650621M

IDCC : 1513

Entre :

La CSEM ;

Le SNBR ;

Le SES ;

L'ABF,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FGA CFDT ;

Le SNI2A CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique au personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des activités de production des eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et de bière dans les conditions prévues par celle-ci et par l'accord du 12 juillet 1989.

Il constitue la 34^e actualisation de la grille des salaires négociés le 24 mai 1988.

Article 2

Salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels seront augmentés de 0,5 % au 1^{er} mars 2016 selon la grille ci-dessous

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MINIMUM
I	1	1 467,39
	2	1 475,86
	3	1 523,95
II	1	1 565,91
	2	1 608,36
	3	1 650,67
III	1	1 707,33
	2	1 748,94
	3	1 792,57
IV	1	1 906,30
	2	1 963,14
V	1	2 105,13
	2	2 161,99
	3	2 218,86
VI	1	2 360,77
	2	2 474,45
	3	2 644,99
VII	1	2 843,67
	2	3 042,50
	3	3 241,33
VIII	1	3 496,97
	2	3 752,63
	3	4 221,39

Article 3

Durée

Les parties ont convenu de se rencontrer au plus tard le 26 octobre 2016 lors de la commission paritaire pour établir le constat de la situation salariale de 2016.

Article 4

Publicité

Le présent avenant proposé le 23 mars 2016 à toutes les organisations syndicales représentatives sera notifié aux non signataires.

La date de notification fera courir le délai de 15 jours permettant une éventuelle opposition. Passé le délai de 15 jours, l'avenant sera déposé, conformément à la loi, à la DDTEFP de Paris.

Fait à Paris, le 23 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3145

Convention collective nationale

IDCC : 915. – **ENTREPRISES D'EXPERTISES
EN MATIÈRE D'ÉVALUATIONS
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES**

AVENANT N° 63 DU 24 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650634M

IDCC : 915

Entre :

La FSE,

D'une part, et

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

La FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Comme indiqué en annexe I de l'avenant 62, au point 3 « Mise en œuvre dans l'entreprise » :

« Les entreprises disposent d'un délai de 24 mois à compter de l'entrée en application du présent avenant, expirant au plus tard le 1^{er} janvier 2018, pour réaliser la mise en œuvre de la classification. »

Pendant la période transitoire les deux systèmes, ci-dessous, cohabitent.

La valeur du point retenue pour le calcul des rémunérations mensuelles concernant le personnel figurant à l'annexe I de la convention collective est fixée comme suit :

(En euros.)

	À COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2016
Pour le salaire de base coefficient 100	11,244
Pour le coefficient hiérarchique (différence entre le coefficient de l'emploi et le coefficient de base)	4,922

La grille des salaires s'établit comme suit sur la base de la durée légale du travail en vigueur :

(En euros.)

COEFFICIENT	GRILLE DE SALAIRES INDEXÉE (*)	SALAIRE MINIMUM hors prime d'ancienneté à compter du 1 ^{er} janvier 2016
115	1 198,00	1 466,62
120	1 223,00	1 466,62
130	1 272,00	1 466,62
140	1 321,00	1 466,62
150	1 371,00	1 466,62
155	1 395,00	1 466,62
160	1 420,00	1 466,62
170	1 469,00	1 469,00
185	1 543,00	1 543,00
240	1 814,00	1 814,00

(*) Valeur retenue pour le calcul de la prime d'ancienneté, article 21 de la convention (art. 11 de l'avenant n° 62).

La valeur du point retenue pour le calcul des rémunérations mensuelles concernant le personnel figurant aux annexes II et III de la convention collective est fixée comme suit :

(En euros.)

	À COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2016
Pour le salaire de base coefficient 200	6,685
Pour le coefficient hiérarchique (différence entre le coefficient de l'emploi et le coefficient de base)	4,239

La grille des salaires s'établit comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	GRILLE DE SALAIRES INDEXÉE (*)	SALAIRE MINIMUM à compter du 1 ^{er} janvier 2016
200	1 337,00	1 466,62
240	1 507,00	1 507,00
330	1 888,00	1 888,00
400	2 185,00	2 185,00
430	2 312,00	2 312,00

(*) Valeur retenue pour le calcul de la prime d'ancienneté, article 21 de la convention (art. 11 de l'avenant n° 62).

Les parties signataires s'accordent pour demander l'extension du présent accord.

Le salaire minimum conventionnel annuel brut applicable à compter du 1^{er} janvier 2016 pour les entreprises ayant mis en place la nouvelle classification figurant à l'annexe I de l'avenant 62 de la convention collective est le suivant.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM BRUT
1	19 100
2	19 637
3	20 321
4	21 500
5	23 440
6	25 400
7	28 300
8	32 265
9	38 070
10	47 210

Fait à Paris, le 24 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3198

Convention collective nationale

**IDCC : 29. – ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE
À BUT NON LUCRATIF**

ADDITIF DU 22 JUIN 2015

À L'AVENANT N° 2015-01 DU 27 JANVIER 2015

RELATIF À LA GÉNÉRALISATION DE LA COUVERTURE DE FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1650626M

IDCC : 29

Entre :

La FEHAP,

D'une part, et

La FSS CFDT ;

La CFTC santé sociaux ;

La FFSMAS CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent texte a pour objet de compléter l'avenant n° 2015-01 du 27 janvier 2015 relatif à la généralisation de la couverture des frais de santé.

Il est apparu nécessaire de créer un niveau de garanties conventionnel intermédiaire entre les bases 2 et 3 définies dans l'avenant n° 2015-01. Cet additif définit la création d'un niveau de garanties conventionnel supplémentaire appelé « base 2 *bis* ». Les articles 3, 8, 10 et 13 de l'avenant n° 2015-01 du 27 janvier 2015 sont complétés par le présent additif afin d'intégrer la base 2 *bis*.

Article 1^{er}

A l'article 3 de l'avenant, le deuxième alinéa est remplacé par : « A cet effet, les partenaires sociaux ont négocié des options permettant ce choix – formule “alternative 1”, formule “alternative 2”, formule “alternative 3” et formule “alternative 4” – dont le prélèvement des cotisations sera effectué par l'employeur. »

Article 2

A l'article 8 de l'avenant, le deuxième alinéa est remplacé par : « Les garanties sont exprimées en remboursements de la sécurité sociale inclus et sont présentées dans les tableaux suivants selon cinq niveaux de remboursements :

– régime de base obligatoire (base 1) ;

- option alternative 1 (base 2) ;
- option alternative 2 (base 2 *bis*) ;
- option alternative 3 (base 3) ;
- option alternative 4 (base 4). »

Le tableau des garanties est complété par la base 2 *bis*.

REMBOURSEMENT TOTAL DANS LA LIMITE DES FRAIS RÉELS sous déduction de la sécurité sociale	
Garanties base conventionnelle	Base 2 <i>bis</i>
Frais d'hospitalisation	
Chirurgie – Hospitalisation	
Conventionnée – Frais de séjour	125 % BR
Conventionnée – Honoraires CAS (*)	120 % BR
Conventionnée – Honoraires hors CAS (*)	100 % BR
Non conventionnée – Honoraires	100 % TM
Forfait hospitalier	Couverture aux frais réels, actuellement : 18 € par jour
Forfait actes lourds	Couverture aux frais réels, actuellement : 18 € par jour
Chambre particulière par jour	
Conventionnée	1,25 % PMSS
Forfait en ambulatoire	0,50 % PMSS
Personne accompagnante	
Conventionnée	Non couverte
Frais médicaux	
Consultations – visites généralistes CAS (*)	100 % BR
Consultations – visites généralistes hors CAS (*)	100 % BR
Consultations- visites spécialistes CAS (*)	125 % BR
Consultations- visites spécialistes hors CAS (*)	100 % BR
Pharmacie remboursée à 65 % par la sécurité sociale	100 % BR
Pharmacie remboursée à 30 % par la sécurité sociale	100 % BR
Pharmacie remboursée à 15 % par la sécurité sociale	100 % BR
Vaccins non remboursés par la sécurité sociale	–
Analyses	100 % BR
Auxiliaires médicaux	100 % BR
Actes techniques médicaux (petite chirurgie) CAS (*)	100 % BR
Actes techniques médicaux (petite chirurgie) hors CAS (*)	100 % BR
Radiologie CAS (*)	100 % BR
Radiologie hors CAS (*)	100 % BR
Transport accepté par la sécurité sociale	100 % BR
Prothèses et orthopédie	

REMBOURSEMENT TOTAL DANS LA LIMITE DES FRAIS RÉELS sous déduction de la sécurité sociale	
Garanties base conventionnelle	Base 2 <i>bis</i>
Orthopédie et autres prothèses	125 % BR
Prothèses auditives ⁽²⁾	100 % BR
Dentaire	
Soins dentaires	100 % BR
Onlays-inlays	125 % BR
Orthodontie	
Acceptée par la sécurité sociale	200 % BR
Refusée par la sécurité sociale	150 €/semestre de soins
Prothèses dentaires	
Au-delà de la limite de 3 prothèses dentaires par année civile remboursées par la sécurité sociale, la garantie appliquée est celle du décret n° 2014-1025 du 8 septembre 2014 (125 % BR)	
Remboursées : dents du sourire	250 % BR
Remboursées : dents du fond de bouche	200 % BR
Inlays-cores	125 % BR
Non remboursées par la sécurité sociale ⁽¹⁾	150 €/dent × 3/an
Parodontologie ⁽¹⁾	–
Implantologie ⁽¹⁾	–
Frais d'optique	
Verres et montures ^(**)	Grille optique base 2 <i>bis</i>
Lentilles	
Prescrites : acceptée, refusée, jetables	75 €/an/bénéficiaire
Chirurgie réfractive	–
Frais de cures thermales (hors thalassothérapie)	
Acceptée par la sécurité sociale par bénéficiaire, par an	–
Médecines douces (ostéopathie, étioopathie, acupuncteur...)	
Reconnus comme praticiens par les annuaires professionnels/par bénéficiaire/par an	–
Ostéodensitométrie osseuse	
Par bénéficiaire/par an	–
Actes de prévention	
Tous les actes des contrats responsables	100 % TM
Patch anti-tabac par bénéficiaire, par an	–
<p>(*) Le site ameli.fr permet de vérifier si le professionnel de santé est signataire du contrat d'accès aux soins.</p> <p>(**) Conformément au décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014 et sauf en cas d'évolution de la vue médicalement constatée, le remboursement du renouvellement d'un équipement optique, composé de deux verres et d'une monture, n'est possible qu'au-delà d'un délai de 12 mois pour les enfants et de 24 mois pour les adultes suivant l'acquisition du précédent équipement.</p> <p>(1) Le remboursement des trois dents s'entend pour l'ensemble des quatre forfaits non pris en charge par la sécurité sociale (hors nomenclature dans la future classification commune des actes médicaux pour le dentaire).</p> <p>(2) Prise en charge au minimum de 100 % du ticket modérateur.</p>	

Grille optique base 2 *bis*

GRILLE BASE 2 <i>BIS</i>	MINEURS	ADULTES
Type de verre	Rbt Ass.	Rbt Ass.
Verres simple foyer, sphérique		
sphère de - 6 à + 6	50 €	70 €
sphère de - 6,25 à - 10 ou de + 6,25 à + 10	75 €	80 €
sphère < - 10 ou > + 10	75 €	85 €
Verres simple foyer, sphéro-cylindriques		
cylindre < + 4 sphère de - 6 à + 6	60 €	80 €
cylindre < + 4 sphère de < - 6 à > + 6	75 €	90 €
cylindre > + 4 sphère de - 6 à + 6	75 €	95 €
cylindre > + 4 sphère de < - 6 à > + 6	80 €	110 €
Verres multi-focaux ou progressifs sphériques		
sphère de - 4 à + 4	90 €	110 €
sphère < - 4 ou > + 4	100 €	130 €
Verres multi-focaux ou progressifs sphéro-cylindriques		
sphère de - 8 à + 8	110 €	135 €
sphère < - 8 ou > + 8	115 €	140 €
Monture	70 €	100 €

Article 3

A l'article 10 de l'avenant, le deuxième alinéa est remplacé par : « Toutefois, les garanties en vigueur sont maintenues au profit des salariés dont le contrat de travail est suspendu pour la période au titre de laquelle ils bénéficient d'un maintien de salaire, total ou partiel, ou d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur. Dans ce cas, il est précisé que l'employeur continue d'appeler et de verser la cotisation correspondant au régime de base obligatoire et, le cas échéant, le salarié s'acquittera de la cotisation correspondant aux options "alternative 1", "alternative 2", "alternative 3" ou "alternative 4" ainsi que de celle relative à l'extension de la garantie frais de santé aux ayants droit. »

Article 4

A l'article 13.1 de l'avenant, les tableaux sont complétés par la base 2 *bis*.

Taux de cotisation pour le régime général exprimés en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale cumulé au taux de cotisation de la base 1 (lorsque les niveaux de garanties optionnels sont mis en place à titre obligatoire au sein des structures) :

BASE CONVENTIONNELLE		TAUX DE COTISATION
Base 2 <i>bis</i>	Salarié	0,50 % (15,85 €)

Les montants sont exprimés en euros au regard de la valeur du plafond mensuel de la sécurité sociale pour 2015, publiée au *Journal officiel* du 9 décembre 2014.

Taux de cotisation pour le régime local exprimés en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale cumulé au taux de cotisation de la base 1 (lorsque les niveaux de garanties optionnels sont mis en place à titre obligatoire au sein des structures) :

BASE CONVENTIONNELLE		TAUX DE COTISATION
Base 2 <i>bis</i>	Salarié	0,50 % (15,85 €)

Les montants sont exprimés en euros au regard de la valeur du plafond mensuel de la sécurité sociale pour 2015, publiée au *Journal officiel* du 9 décembre 2014.

A l'article 13.2 de l'avenant, le premier alinéa est remplacé par : « Dans le cadre de l'appel d'offres réalisé paritairement, les quatre organismes référencés ont communiqué conformément au cahier des charges les taux de cotisations pour les régimes optionnels pour le salarié au regard de la base 2, de la base 2 *bis*, de la base 3 et de la base 4. »

Les tableaux sont complétés par la base 2 *bis*.

Taux de cotisations pour le régime général exprimés en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale cumulé au taux de cotisation de la base 1 :

BASE CONVENTIONNELLE		TAUX DE COTISATION
Base 2 <i>bis</i>	Salarié	0,58 % (18,39 €)

Les montants sont exprimés en euros au regard de la valeur du plafond mensuel de la sécurité sociale pour 2015, publiée au *Journal officiel* du 9 décembre 2014.

Taux de cotisations pour le régime local exprimés en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale cumulé au taux de cotisation de la base 1 :

BASE CONVENTIONNELLE		TAUX DE COTISATION
Base 2 <i>bis</i>	Salarié	0,58 % (18,58 €)

Les montants sont exprimés en euro au regard de la valeur du plafond mensuel de la sécurité sociale pour 2015, publiée au *Journal officiel* du 9 décembre 2014.

A l'article 13.3 de l'avenant, le premier alinéa est remplacé par : « Dans le cadre de l'appel d'offres réalisé paritairement, les quatre organismes référencés ont communiqué conformément au cahier des charges les taux de cotisations pour les régimes facultatifs pour le conjoint et les enfants du salarié au regard de la base 1, de la base 2, de la base 2 *bis*, de la base 3 et de la base 4. »

Les tableaux sont complétés par la base 2 *bis*.

Taux de cotisations pour le régime général exprimés en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale :

BASE CONVENTIONNELLE		TAUX DE COTISATION
Base 2 <i>bis</i>	Conjoint facultatif	1,56 % (49,45 €)
	Enfant facultatif	0,95 % (30,12 €)

Les montants sont exprimés en euros au regard de la valeur du plafond mensuel de la sécurité sociale pour 2015, publiée au *Journal officiel* du 9 décembre 2014.

Taux de cotisations pour le régime local exprimés en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale :

BASE CONVENTIONNELLE		TAUX DE COTISATION
Base 2 bis	Conjoint facultatif	1,24 % (39,31 €)
	Enfant facultatif	0,77 % (24,41 €)

Les montants sont exprimés en euros au regard de la valeur du plafond mensuel de la sécurité sociale pour 2015, publiée au *Journal officiel* du 9 décembre 2014.

Article 5

Mise en conformité avec les textes réglementaires

A l'article 8 de l'avenant, dans le tableau des garanties, dans la prise en charge des garanties pharmacie, les termes « vignettes blanches et bleues » sont remplacés par les termes « pharmacie remboursée à 65 % par la sécurité sociale et pharmacie remboursée à 30 % par la sécurité sociale » ; les termes « vignettes oranges » sont remplacés par les termes « pharmacie remboursée à 15 % par la sécurité sociale ».

A l'article 8 de l'avenant, dans le tableau des garanties, dans la prise en charge de la chirurgie – hospitalisation, la ligne suivante est ajoutée : « Non conventionnée – honoraires » et elle est prise en charge à hauteur de 100 % du ticket modérateur (100 % TM) pour l'ensemble des niveaux de garanties.

A l'article 8 de l'avenant, dans le tableau des garanties, dans la prise en charge des garanties prothèses dentaires, les termes « dentaire limité à 3 prothèses par an et par bénéficiaire. Au-delà, garantie égale à celle du panier de soins » sont remplacés par les termes « Au-delà de la limite de 3 prothèses dentaires par année civile remboursées par la sécurité sociale, la garantie appliquée est celle du décret n° 2014-1025 du 8 septembre 2014 (125 % BR) ».

A l'article 8 de l'avenant, dans le tableau des garanties, les termes « enfants » sont remplacés par les termes « mineurs ».

A l'article 8 de l'avenant, dans le tableau des garanties, pour la prise en charge des garanties frais d'optique, il est ajouté au montant de remboursement des lentilles « par an et par bénéficiaire ».

A l'article 8 de l'avenant, dans le tableau des garanties, pour la prise en charge des garanties frais d'optique, à la note de bas de page « (**) », les termes « Pour les enfants (– 18 ans) : un équipement annuel. Pour les adultes (+ 18 ans) : un équipement tous les deux ans sauf si évolution de la vue, avec un maximum d'un équipement annuel » sont remplacés par les termes « Conformément au décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014 et sauf en cas d'évolution de la vue médicalement constatée, le remboursement du renouvellement d'un équipement optique, composé de deux verres et d'une monture, n'est possible qu'au-delà d'un délai de 12 mois pour les enfants et de 24 mois pour les adultes suivant l'acquisition du précédent équipement ».

A l'article 8 de l'avenant, dans le tableau des garanties, pour la prise en charge des garanties prothèses auditives, il est ajoutée une note de bas de page « (2) » après le tableau des garanties : « Prise en charge au minimum de 100 % du ticket modérateur. »

Article 6

Date d'application

Les structures adhérentes disposent d'un délai transitoire à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant pour se conformer aux dispositions du présent texte, sans pouvoir dépasser le 1^{er} janvier 2016 conformément à la loi.

Il est expressément convenu que son entrée en vigueur est suspendue à l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions prévues par l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité du statut collectif, notamment pour les entreprises gestionnaires d'établissements relevant, pour certains du secteur social et médico-social et pour d'autres du secteur sanitaire, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et établissements appliquant la convention collective du 31 octobre 1951 indépendamment du secteur d'activité concerné.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre qu'un même accord puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même convention collective de manière différée ou décalée dans le temps voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

L'obtention de l'agrément est donc une condition substantielle de son entrée en vigueur pour toutes les entreprises et établissements appliquant la convention collective nationale du 31 octobre 1951.

Le présent avenant prendra effet sous réserve de l'agrément au titre de l'article L. 314-6 modifié du code de l'action sociale et des familles.

Fait à Paris, le 22 juin 2015.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3037

Convention collective nationale

IDCC : 1921. – PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE

AVENANT N° 55 DU 14 AVRIL 2016
RELATIF À LA GRILLE DES SALAIRES AU 1^{ER} AVRIL 2016

NOR : ASET1650620M

IDCC : 1921

Entre :

La CNHJ ;

L'UNHJ,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

Le SPAAC CFE-CGC ;

La FESSAD UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} avril 2016, la nouvelle grille des salaires s'établit comme suit :

– la valeur du point dite « valeur de référence » est portée à 5,75 € ;

– la valeur du point dite « valeur complémentaire » est de 5,66 €.

La classification des salaires minima de la profession pour la durée légale du travail (151,67 heures mensuelles) est établie conformément au tableau ci-dessous.

(En euros.)

CAT.	COEF.	CLASSIFICATION	SALAIRE brut
1	262	Personnel d'entretien	1 506,50
2	272	Personnel qui assure les travaux de bureau (photocopies, classement, affranchissement, accueil et autres tâches similaires) Appariteur, coursier	1 563,10

CAT.	COEF.	CLASSIFICATION	SALAIRE brut
3	278	Secrétaire (BEP). Personnel capable de contrôler les mentions essentielles d'un acte, de le mettre en forme, de le régulariser (répertoire). Connaissance de la bureautique et du traitement de textes, accueil, prise de rendez-vous Secrétaire sous tutorat (d'une autre secrétaire et d'un associé), quelle que soit sa future fonction, ayant une bonne connaissance de la bureautique. Clerc significateur assermenté ayant moins de 5 ans d'ancienneté Salarié qui se destine à la profession d'huissier, titulaire d'un master 1 de la faculté, qui ne suit pas encore les formations de l'Ecole nationale de procédure	1 597,06
4	282	Clerc significateur titulaire du CQP (*) de clerc significateur délivré par l'Ecole nationale de procédure ou clerc significateur ayant plus de 5 ans d'ancienneté Secrétaire, même poste que pour la catégorie 3, mais ayant obtenu le CQP (*) de secrétaire	1 619,70
5	296	Clerc qui maîtrise la terminologie juridique, procède à l'ouverture des dossiers, assure le suivi des procédures et de la comptabilité des dossiers Titulaire du master 1 en formation à l'Ecole nationale de procédure Aide comptable Secrétaire gestionnaire de dossiers. Organise les procédures contentieuses et gère son portefeuille avec le soutien d'un autre salarié, mais sait gérer une relation client	1 698,94
6	316	Clerc aux procédures titulaire du CQP (*) de clerc aux procédures délivré par l'Ecole nationale de procédure Employé assurant la comptabilité des dossiers ainsi que celle de l'étude Personnel titulaire de l'ancien diplôme du 2 ^e cycle de l'Ecole nationale de procédure Secrétaire gestionnaire de dossiers confirmée. Sait entretenir, mais aussi faire évoluer une relation clientèle	1 812,14
7	333	Clerc aux procédures ayant plus de 2 ans d'expérience après l'obtention du CQP (*) de clerc aux procédures délivré par l'Ecole nationale de procédure, à quoi s'ajoutent des compétences particulières telles qu'être capable de recherches juridiques, de soutenir une argumentation juridique. Prise de titre, connaissance des procédures particulières, rôle de conseil auprès de la clientèle, ouverture des dossiers, comptabilité dossier voire générale. Personnel titulaire de l'ancien examen de fin d'étude de l'Ecole nationale de procédure	1 908,36
8	382	Clerc expert titulaire du CQP (*) de clerc expert délivré par l'Ecole nationale de procédure Clerc habilité aux constats tel que défini par l'article 1 ^{er} bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 modifié par la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 (décret n° 92-984 du 9 septembre 1992, modifié par décret n° 94-299 du 12 avril 1994)	2 185,70
9	422	Titulaire de l'examen professionnel Responsable de service	2 412,10
10	480	Collaborateur direct du titulaire : juriste qualifié maîtrisant parfaitement la procédure civile	2 740,38
Cadres			
11	540	Principal clerc : juriste qualifié remplissant les conditions pour être habilité aux constats, collaborateurs direct du titulaire maîtrisant parfaitement la procédure civile, la comptabilité des dossiers ainsi que la gestion comptable, administrative, sociale et humaine de l'étude	3 079,98

CAT.	COEF.	CLASSIFICATION	SALAIRE brut
12	640	Principal clerc : même définition que ci-dessus ayant au moins 10 ans d'expérience dans la fonction	3 645,98
13	670	Huissier de justice salarié	3 815,78
(*) Certificat de qualification professionnelle.			

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 1967. – INDUSTRIES DES MÉTAUX
(Bas-Rhin)
(4 avril 1996)**

*(Bulletin officiel n° 1997-4 bis)
(Etendue par arrêté du 25 juin 1997,
Journal officiel du 5 juillet 1997)*

**AVENANT DU 2 MAI 2016
RELATIF AUX SALAIRES (RMH, RAEG) ET AUX PRIMES
AU 1^{ER} JANVIER 2016**

NOR : ASET1650635M

IDCC : 1967

Entre :

L'UIMM Alsace,

D'une part, et

L'UD FO Bas-Rhin ;

La CFE-CGC métallurgie Bas-Rhin ;

La CFTC métallurgie Bas-Rhin ;

La CFDT métallurgie Bas-Rhin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans un contexte avec un déficit public à 4 % en 2014, à 3,8 % pour 2015, une inflation aux environs de 0 % en 2015 et des prévisions de la Banque de France à 1 % en 2016, les partenaires sociaux sont, sans se concerter au préalable, convenus d'une revendication sur la RAEG, sur la valeur du point et sur la prime de vacances commune.

Cette négociation s'est déroulée dans un climat de confiance.

Dans ce contexte elle a abouti à l'accord ci-après.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) 2016

Article 1.1

Valeur du point

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 5,05 € à compter du 1^{er} juin 2016.

Article 1.2

Prime de panier de nuit

La prime de panier de nuit prévue à l'article 48 des clauses communes de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin est fixée à 6,09 € sur la base de la RMH, base 151,67 heures, à compter du 1^{er} juin 2016.

Article 2

Rémunération annuelle effective garantie (RAEG) 2016

Le barème des RAEG, base 151,67 heures pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixé comme suit à compter du 1^{er} janvier 2016.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAEG 2016
I	1	140	17 885
	2	145	18 016
	3	155	18 375
II	1	170	18 773
	2	180	19 209
	3	190	19 823
III	1	215	20 588
	2	225	21 344
	3	240	22 092
IV	1	255	22 619
	2	270	23 204
	3	285	24 697
V	1	305	26 882
	2	335	29 164
	3	365	31 506
		395	33 965

Le présent barème inclut les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

Prime de congé annuel 2016

A compter du 1^{er} janvier 2016, la valeur de la prime de congés annuels dont les modalités d'attribution sont prévues à l'article 34 des clauses communes de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin est fixée à 350 €.

Article 4

Egalité femmes-hommes

Les partenaires sociaux considèrent que la métallurgie nécessite une véritable mobilisation, pour que, tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences, y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général.

Dans le cadre de l'accord national du 8 avril 2014 relatif à l'égalité professionnelle et à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, il est recommandé aux entreprises d'optimiser les études et outils réalisés par l'observatoire prospectif et analytique des métiers et des qualifications de la métallurgie (www.observatoire-metallurgie.fr).

Les partenaires sociaux considèrent toujours qu'une attention particulière doit être portée à l'harmonisation nécessaire de la rémunération des femmes et des hommes.

Article 5

Formalités de dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail, ministère du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Strasbourg.

Article 6

Extension

Les parties signataires s'accordent pour faire procéder à l'extension du présent accord et chargent l'UIMM Alsace des démarches appropriées.

Article 7

Application des dispositions

L'UIMM Alsace s'engage à informer ses adhérents des présentes dispositions et, dès publication de l'arrêté d'extension du présent accord, l'ensemble des entreprises de la métallurgie entrant dans le champ d'application de la convention collective.

L'UIMM Alsace s'engage à accompagner les entreprises qui rencontreraient des difficultés d'application du présent accord afin d'assurer que tous les salariés de la métallurgie du Bas-Rhin bénéficient des dispositions conventionnelles.

Fait à Eckbolsheim, le 2 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective régionale

IDCC : 863. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES**
(Ille-et-Vilaine et Morbihan)
(12 avril 1976)

(Etendue par arrêté du 20 décembre 1978,
Journal officiel du 28 janvier 1979)

ACCORD DU 22 AVRIL 2016
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
POUR L'ANNÉE 2016

NOR : ASET1650625M

IDCC : 863

Entre :

L'UIMM d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

Le GSEA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème des RAG applicables pour l'année 2016

Les barèmes fixant pour chaque coefficient de la classification la rémunération annuelle garantie en dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré pour un horaire de 35 heures hebdomadaires et pour l'année 2016 sont les suivants :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIER, ADMINISTRATIF, technicien, maîtrise d'atelier
V	395	30 241
	365	28 655
	335	26 110
	305	24 366

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIER, ADMINISTRATIF, technicien, maîtrise d'atelier
IV	285	22 928
	270	21 780
	255	20 756
III	240	19 968
	225	19 241
	215	18 940
II	190	18 638
	180	18 222
	170	18 039
I	155	17 912
	145	17 730
	140	17 600

Article 2

Application des RAG

conformément aux accords des 8 mars 1991 et 31 mai 2002

Le calcul et la vérification des RAG applicables pour l'année 2016 s'effectuent conformément à l'ensemble des dispositions de l'accord national professionnel du 17 janvier 1991 et de l'accord territorial du 8 mars 1991 qui ont créé les rémunérations annuelles garanties et qui ont été repris dans l'accord territorial du 31 mai 2002, créant l'article 14.1.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective territoriale.

Article 3

Durée d'application

Les dispositions du présent accord concernant les rémunérations annuelles garanties (RAG) prendront effet le 1^{er} mai 2016, mais pour les salariés qui ont un contrat de travail en cours à cette date, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront pour l'ensemble de l'année 2016 dès lors que leur présence dans l'entreprise est antérieure au 1^{er} janvier 2016. En cas d'arrivée en cours d'année 2016 et s'ils sont toujours présents au 1^{er} mai 2016, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront *pro rata temporis*. De même, en cas d'arrivée dans l'entreprise après le 1^{er} mai 2016, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront *pro rata temporis*.

Cet accord s'appliquera jusqu'à la signature du prochain accord salarial qui sera conclu ultérieurement entre l'UIMM d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan et les organisations syndicales de salariés.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail à Paris dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Les parties signataires s'emploieront à demander son extension.

Fait à Rennes, le 22 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 920. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES
ET CONNEXES
(Vienne)
(21 décembre 1976)**

**AVENANT DU 22 AVRIL 2016
RELATIF À LA VALEUR DU POINT
ET À LA GARANTIE DE RÉMUNÉRATION EFFECTIVE AU 1^{ER} JUIN 2016**

NOR : ASET1650627M
IDCC : 920

Entre :

L'UIMM Vienne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Valeur du point

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures permettant de déterminer les valeurs de rémunérations minimales hiérarchiques, est portée à 5,13 € à compter du 1^{er} juin 2016.

Les rémunérations minimales hiérarchiques telles que définies à l'article 5.1 de l'avenant du 15 février 1991 à la convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes de la Vienne sont adaptées à l'horaire de travail effectif du salarié, conformément aux textes en vigueur. Elles comprennent notamment les compensations pécuniaires accordées pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 2

Garantie de rémunération effective

Indépendamment du barème des rémunérations minimales hiérarchiques, la garantie de rémunération effective annuelle prévue à l'article 5.2 de l'avenant du 15 février 1991 à la convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes de la Vienne est fixée aux valeurs

suivantes, base 151,67 heures, correspondant à un horaire de travail effectif hebdomadaire de 35 heures à compter de 2016.

En application de l'article 5.4 de l'avenant du 15 février 1991, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes de la Vienne ;
- majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, prévue par la convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes de la Vienne ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Elle comprend donc notamment les compensations pécuniaires accordées pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

(En euros.)

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
140	17 600
145	17 655
155	17 716
170	17 871
180	18 065
190	18 290
215	18 527
225	18 759
240	19 048
255	19 361
270	20 195
285	21 113
305	22 593
335	24 781
365	27 371
395	29 775

Fait à Chasseneuil-du-Poitou, le 22 avril 1016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3084

Convention collective nationale

IDCC : 1431. – OPTIQUE-LUNETTERIE DE DÉTAIL

ACCORD DU 31 MARS 2016

RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UNE CONTRIBUTION
CONVENTIONNELLE OBLIGATOIRE À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1650632M

IDCC : 1431

Entre :

L'UDO ;

Le SYNOPE,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

La FEC FO ;

La FCS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de l'optique lunetterie de détail ont, dès 1994, désigné le FORCO comme organisme collecteur des fonds de la formation professionnelle pour l'ensemble des entreprises relevant de la convention collective nationale ; l'existence d'un OPCA propre aux branches du commerce constitue un élément essentiel de la politique de branche en matière de formation professionnelle, en particulier dans le cadre des dispositifs de professionnalisation et des dispositifs de certification, ainsi qu'en matière de veille et de prospective sur les métiers et les qualifications.

Compte tenu du financement d'actions de formations en nombre important, le FORCO se trouve cependant aujourd'hui, et dans un contexte de réforme du financement de la formation professionnelle modifiant les équilibres des OPCA, dans une situation économique conduisant à des mesures portant à la fois sur ses ressources et sur ses dépenses ; dans ce cadre, et après examen de l'origine de cette situation et des moyens à mettre en œuvre pour y remédier, les organisations signataires décident de la mise en œuvre d'une solidarité de branche, se traduisant par des mesures destinées à restaurer les équilibres de l'OPCA et à lui permettre de retrouver les moyens de son développement au service de la formation professionnelle des salariés des branches qui le composent, tout en s'ins-

crivant également au travers de cette contribution additionnelle dans une dynamique favorisant le financement de formations spécifiques à notre secteur en faveur des TPE et PME.

Effectivement, si le présent accord s'inscrit dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 14 décembre 2013 relatif à la formation professionnelle et de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale qui modifient en profondeur l'organisation et le financement de la formation professionnelle continue, il s'inscrit aussi et plus spécifiquement pour notre branche dans le cadre de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients et aux territoires, qui a instauré une obligation de développement professionnel continu (DPC) pour tous les professionnels de santé. L'opticien en sa qualité de professionnel de santé est donc assujéti à cette obligation, dont le financement peut être sollicité auprès de l'OPCA de branche dont il relève. Les opticiens représentent près de 50 % des employés de la branche, ils doivent donc constituer une des cibles prioritaires dans le financement des formations rendues obligatoires de par leur qualité de professionnel de santé.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale de l'optique-lunetterie de détail dans le cadre modalités définies ci-dessous.

Article 2

Contribution conventionnelle

Soucieux de pérenniser le développement de la formation professionnelle des salariés de la branche, les partenaires sociaux décident de mettre en place une contribution conventionnelle obligatoire de :

- 0,2 % du montant des rémunérations versées pour les entreprises de moins de 10 salariés ;
- 0,15 % du montant des rémunérations versées pour les entreprises de plus de 10 salariés et de moins de 50 salariés.

Cette contribution conventionnelle s'ajoute à la contribution légale et est recouvrée par le FORCO, aux mêmes dates et selon les mêmes règles de calcul que celle-ci. Cette contribution conventionnelle mise en œuvre pour les collectes appelées en 2017 et 2018 assises sur les masses salariales 2016 et 2017, est versée au titre du plan de formation et est mutualisée dès son versement.

Elle sera affectée pour les années 2017 et 2018 selon les modalités suivantes :

- à hauteur d'au moins 50 % et dans la limite de 60 % de son montant, au financement d'actions de formation des opticiens salariés de la branche, en réponse à leur obligation de développement professionnel continu et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les modalités de prise en charge de ces formations dans le cadre de cette contribution seront arrêtées par le CA de l'OPCA sur proposition de la SPP de la branche ;
- pour le solde, au financement des missions mentionnées à l'article L. 6332-1-1 du code du travail ainsi que des frais de gestion mentionnés au 7° de l'article L. 6332-6 du code du travail.

A compter de la collecte 2019 assise sur la masse salariale 2018 cette contribution conventionnelle sera exclusivement destinée au financement du développement professionnel continu mis en œuvre à l'attention des opticiens salariés de la branche, minoré des frais de gestion tel qu'établis par le conseil d'administration de l'OPCA après avis de la section paritaire professionnelle (SPP) optique (voir art. 3), et conformément à la convention d'objectifs et de moyens (COM).

Article 3

Commission de suivi

La SPP est chargée du suivi du présent accord, et plus spécifiquement en charge :

- d'examiner au moins 1 fois par an, 3 mois après la collecte de la contribution additionnelle, la situation économique de l'OPCA, afin notamment de s'assurer de son équilibre budgétaire ;
- de proposer, après communication par l'OPCA du résultat comptable des sommes totales collectées au titre de cette contribution additionnelle, le montant annuel dévolu au financement d'actions de formation répondant aux obligations de DPC et les modalités de leur répartition en termes de création de droit complémentaires à la formation pour les entreprises de moins de 10 salariés, et les entreprises de plus de 10 salariés et de moins de 50 salariés, ainsi que les critères et plafonds de prises en charge ;
- de suivre et d'analyser l'utilisation des fonds de formation dévolus à cette contribution. A cette fin, l'OPCA de branche établira un recueil statistique des entreprises sollicitant le financement de formations visant à répondre à l'obligation de DPC des opticiens, selon un cahier des charges défini par la SPP.

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à compter du premier jour suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté ministériel portant extension de celui-ci.

Article 5

Durée

Cette contribution additionnelle est mise en place pour une durée couvrant 3 années civiles à compter de la collecte organisée en 2017. Six mois avant l'échéance, les partenaires sociaux s'engagent à ouvrir de nouvelles négociations sur le financement conventionnel de la formation, sous réserve de la négociation préalable d'un accord conventionnel sur la formation professionnelle.

Cette négociation s'engagera sur la base du bilan, approuvé par le commissaire aux comptes du FORCO, des fonds collectés et de leur utilisation, ainsi qu'au regard des orientations définies par l'accord conventionnel sur la formation professionnelle.

Article 6

Publicité et extension

Le présent accord est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit notifié, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail à chaque organisation représentative à l'issue du délai de signature fixé du jeudi 31 mars 2016 au vendredi 15 avril 2016 inclus.

A l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, qui court à compter de la date la plus tardive de réception notifiant cet accord, il sera déposé, par la partie la plus diligente, en deux exemplaires, dont une version sur papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministère du travail.

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent avenant simultanément au dépôt de l'accord.

Fait à Paris, le 31 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3084

Convention collective nationale
IDCC : 1431. – OPTIQUE-LUNETTERIE DE DÉTAIL

AVENANT N° 3 DU 31 MARS 2016
À L'ACCORD DU 14 JUIN 2011
RELATIF À LA PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE DES SALARIÉS NON CADRES

NOR : ASET1650633M
IDCC : 1431

Entre :
L'UDO ;
La FNOF ;
Le SYNOPE,

D'une part, et
La CSFV CFTC ;
La FS CFDT ;
LA FEC CGT-FO ;
La FCS CGT,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier le régime de prévoyance mis en place par l'accord du 14 juin 2011, modifié par avenants n° 1 du 12 septembre 2013 et n° 2 du 4 juin 2015.

Article 1^{er}

Modification de l'article 5.2 « Rente éducation »

L'article 5.2 « Rente éducation » est désormais libellé comme suit :

« Au décès de l'assuré, des allocations sont versées pour l'éducation des enfants à charge. Elles sont servies pour chaque enfant à charge et calculées en pourcentage du salaire de référence. Le montant annuel de ces allocations, qui varie en fonction de l'âge de l'enfant à charge, est fixé comme suit :

- 5 % pour les enfants à charge de moins de 12 ans, avec une rente minimale fixée à 1 500 € ;
- 7 % pour les enfants à charge âgés de 12 à 18 ans, avec une rente minimale fixée à 2 000 € ;
- 11 % pour les enfants à charge âgés de 19 à 26 ans, avec une rente minimale fixée à 2 500 €, sous réserve de poursuite d'étude ou d'inscription en qualité de demandeur d'emploi.

Le montant de la rente est doublé pour les orphelins des deux parents. La rente est viagère pour les enfants déclarés invalides avant l'âge de 26 ans.

Les modalités de versement relèvent du contrat de prévoyance. »

Article 2

Modification de l'article 5.3 « Incapacité de travail temporaire »

Au sein du 2^e alinéa de l'article 5.3 « Incapacité de travail temporaire », la phrase « Le montant des prestations est égal à 65 % du salaire de référence après déduction des indemnités journalières versées par la sécurité sociale. » est supprimée et remplacée par la phrase suivante :

« Le montant des prestations est égal à 70 % du salaire de référence après déduction des indemnités journalières versées par la sécurité sociale. »

Les autres dispositions de l'article 5.3 restent inchangées.

Article 3

Modification de l'article 5.4 « Invalidité »

Les dispositions du 2^e alinéa de l'article 5.4 « Invalidité » sont désormais libellées comme suit :

« L'organisme assureur verse une pension d'invalidité aux salariés, qui ont été classés dans les 2^e ou 3^e catégories d'invalidité prévues par l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, fixée à 70 % du salaire de référence sous déduction de la pension d'invalidité due par la sécurité sociale. »

Les autres dispositions de l'article 5.4 restent inchangées.

Article 4

Modification de l'article 7.3 « Tarifs »

Un taux d'appel minorant le taux contractuel de la cotisation est instauré. En conséquence, les dispositions de l'article 7.3 « Tarifs » sont modifiées par les dispositions suivantes :

« Article 7.3

Tarifs

La cotisation du régime de prévoyance est fixée en pourcentage du salaire brut.

Le taux de cotisation contractuel est égal à 0,56 % (répartie à hauteur de 0,336 % pour l'employeur et à hauteur de 0,224 % pour le salarié).

Capital décès	0,09 %
Rente éducation	0,08 %
Incapacité temporaire	0,17 %
Invalidité	0,17 %
Reprise du passif	0,05 %
Total	0,56 %

A compter du 1^{er} juillet 2016 et pour l'année 2017 ce taux de 0,56 % sera appelé à hauteur de 0,51 %.

Au vu de la présentation des comptes de résultat et de l'équilibre du régime, le taux de cotisation sera examiné annuellement.

Le financement du dispositif de portabilité issu de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (art. 1^{er} de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi) est intégré à la cotisation du régime de prévoyance. »

Article 5

Date d'effet. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant prend effet le 1^{er} juillet 2016.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent avenant, afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale « optique-lunetterie de détail ».

Fait à Paris, le 31 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective régionale
IDCC : 1384. – VINS DE CHAMPAGNE
(9 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

ACCORD DU 29 AVRIL 2016
RELATIF AU RÉGIME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS MÉDICAUX

NOR : ASET1650629M
IDCC : 1384

Entre :

L'UMC,

D'une part, et

L'ISC CGT ;

La CGT-FO Champagne ;

La FRAACA CFE-CGC ;

La CFDT Champagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article « C34. – Régime de remboursement de frais médicaux à destination des salariés » est complété des dispositions ci-dessous :

« C34. – Régime de remboursement de frais médicaux à destination des salariés

Les entreprises entrant dans le champ d'application professionnel et territorial de la présente convention ont l'obligation de mettre en place un régime collectif de remboursement de frais médicaux au plus tard le 31 décembre 2015. L'adhésion des salariés au régime de remboursement de frais médicaux est obligatoire. Cependant :

- ont la faculté de refuser d'adhérer au régime, quelle que soit leur date d'embauche, les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat d'une durée inférieure à douze mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs. Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de leur employeur, leur dispense d'adhésion au régime de remboursement de frais médicaux et produire tout justificatif requis. Cette demande devra être formulée par écrit jusqu'au 1^{er} janvier 2016 pour les bénéficiaires présents à cette date ou dans les 30 jours suivant leur embauche. Toute demande incomplète et/ou tout retour de justificatif hors délai, entraînera l'affiliation automatique du salarié au régime. L'écrit par lequel le salarié sollicite la demande de dispense d'adhésion devra obligatoirement comporter la mention selon laquelle il a été préalablement informé par son employeur des conséquences de son choix ;

- sont exclus du régime les salariés dont la durée du contrat de travail ou de mission est inférieure ou égale à 2 mois. Pour ces salariés, la couverture et, le cas échéant, l'obligation mentionnée à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale ("portabilité") sont assurées selon les seules modalités et conditions mentionnées au II de l'article L. 911-7-1 du code précité ("versement santé") ».

Toutefois, les entreprises conservent la possibilité de mettre en place un régime plus favorable notamment en terme de nature et de niveaux de prestations garanties et/ou de répartition employeur/salarié que celui décrit par le présent avenant selon l'une ou l'autre des modalités visées à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale.

Par ailleurs, les entreprises ayant déjà mis en place un régime collectif et obligatoire pour l'ensemble de leur personnel ou des régimes collectifs et obligatoires pour plusieurs catégories de personnel telles que définies par l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale, au moins égal (égaux) en terme de nature et de prestations garanties ainsi qu'en terme de répartition employeur/salarié au régime institué par le présent avenant pourront le(s) conserver. A défaut, le(s) régime(s) d'entreprise devra(ont) être adapté(s) en conséquence.

Fait le 29 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

C. – CONGÉS, RÉMUNÉRATION, RETRAITE ET PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRES

C34. – Régime de remboursement de frais médicaux à destination des salariés (29 avril 2015)

(Remplace 25 septembre 2015)

Les entreprises entrant dans le champ d'application professionnel et territorial de la présente convention ont l'obligation de mettre en place un régime collectif de remboursement de frais médicaux au plus tard le 31 décembre 2015. L'adhésion des salariés au régime de remboursement de frais médicaux est obligatoire. Cependant :

- ont la faculté de refuser d'adhérer au régime, quelle que soit leur date d'embauche, les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat d'une durée inférieure à douze mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs. Ces salariés devront solliciter, par écrit, auprès de leur employeur, leur dispense d'adhésion au régime de remboursement de frais médicaux et produire tout justificatif requis. Cette demande devra être formulée par écrit jusqu'au 1^{er} janvier 2016 pour les bénéficiaires présents à cette date ou dans les 30 jours suivant leur embauche. Toute demande incomplète et/ou tout retour de justificatif hors délai, entraînera l'affiliation automatique du salarié au régime. L'écrit par lequel le salarié sollicite la demande de dispense d'adhésion devra obligatoirement comporter la mention selon laquelle il a été préalablement informé par son employeur des conséquences de son choix ;
- sont exclus du régime les salariés dont la durée du contrat de travail ou de mission est inférieure ou égale à 2 mois. Pour ces salariés, la couverture et, le cas échéant, l'obligation mentionnée à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale (« portabilité ») sont assurées selon les seules modalités et conditions mentionnées au II de l'article L. 911-7-1 du code précité (« versement santé »).

Toutefois, les entreprises conservent la possibilité de mettre en place un régime plus favorable notamment en terme de nature et de niveaux de prestations garanties et/ou de répartition employeur/salarié que celui décrit par le présent avenant selon l'une ou l'autre des modalités visées à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale.

Par ailleurs, les entreprises ayant déjà mis en place un régime collectif et obligatoire pour l'ensemble de leur personnel ou des régimes collectifs et obligatoires pour plusieurs catégories de personnel telles que définies par l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale, au moins égal (égaux) en terme de nature et de prestations garanties ainsi qu'en terme de répartition employeur/salarié au régime institué par le présent avenant pourront le(s) conserver. A défaut, le(s) régime(s) d'entreprise devra(ont) être adapté(s) en conséquence.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2016/23

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Entreprises de battages et de travaux agricoles et CUMA (Loir-et-Cher) : avenant n° 25 du 25 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} février 2016	68
Entreprises forestières, sylvicoles et scieries agricoles (Centre) : avenant n° 62 du 23 mars 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} mai 2016	70
Entreprises de travaux agricoles et ruraux (Bretagne) : avenant n° 59 du 21 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} février 2016.....	74
Entreprises de travaux agricoles et ruraux (Haute-Normandie) : avenant n° 56 du 5 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2016	80
Entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers (Languedoc-Roussillon et Vaucluse) : avenant n° 28 du 5 février 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2016 .	83
Exploitations agricoles (Alpes-de-Haute-Provence) : avenant n° 20 du 18 février 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} mars 2016	85
Exploitations agricoles (Lot) : avenant n° 152 du 28 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux	87
Exploitations agricoles de polyculture, élevage, cultures spécialisées, entreprises de travaux agricoles et forestiers, arboriculture et CUMA (Haute-Vienne) : avenant n° 153 du 11 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux des employés et des ouvriers au 1^{er} janvier 2016	91
Exploitations agricoles de la zone céréalière (Aude) : avenant n° 100 du 15 mars 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} mai 2016.....	93
Exploitations et entreprises du secteur de la production de champignons (Centre) : avenant n° 28 du 24 mars 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} avril 2016.....	95
Exploitations forestières (Champagne-Ardenne) : avenant n° 42 du 12 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} février 2016.....	97
Exploitations forestières (massif de Gascogne) : avenant n° 25 du 10 mars 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} février 2016	99
Exploitations horticoles, maraîchères et de pépinières (Mayenne) : avenant n° 71 du 6 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2016.....	105
Exploitations de polyculture et d'élevage (Ille-et-Vilaine) : avenant n° 51 du 13 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux	107

Exploitations de polyculture, d'élevage et CUMA (Aube) : avenant n° 78 du 6 octobre 2015 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} octobre 2015	109
Exploitations de polyculture, d'élevage et de maraîchage (Finistère) : avenant n° 59 du 29 mars 2016 relatif aux salaires minimaux	112
Exploitations viticoles, maraîchères, arboricoles, horticoles et pépinières (Pyrénées- Orientales) : avenant n° 174 du 18 février 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} fé- vrier 2016 des non-cadres	114
Exploitations viticoles, maraîchères, arboricoles, horticoles et pépinières (Pyrénées- Orientales) : avenant n° 175 du 18 février 2016 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} fé- vrier 2016 des cadres	116
Exploitations viticoles, maraîchères, arboricoles, horticoles et pépinières (Pyrénées- Orientales) : avenant n° 176 du 18 février 2016 relatif aux salaires minimaux pour la campagne des vendanges 2016.....	118
Scieries agricoles et activités connexes (Champagne-Ardenne) : avenant n° 30 du 12 jan- vier 2016 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} février 2016	120
Scieries agricoles et exploitations forestières (Limousin [salariés rémunérés au temps]) : avenant n° 36 du 19 février 2016 relatif aux salaires minimaux pour les salariés rémunérés au temps.....	123
Scieries agricoles et exploitations forestières (Limousin [salariés rémunérés à la tâche]) : avenant n° 37 du 19 février 2016 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} janvier 2016 pour les salariés rémunérés à la tâche.....	126

Convention collective
IDCC : 9412. – ENTREPRISES DE BATTAGES
ET DE TRAVAUX AGRICOLES
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Loir-et-Cher)
(1^{er} mars 1984)

(Etendue par arrêté du 19 novembre 1984,
Journal officiel du 30 novembre 1984)

AVENANT N° 25 DU 25 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2016

NOR : AGRS1697150M
IDCC : 9412

Entre :

Les entreprises du territoire ;

La FDCUMA,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La FGTA FO ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 20 de la convention collective est modifié comme suit :

Salaires minimaux à compter du 1^{er} février 2016

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
I	1	110	9,67	1 466,65
	2	115	9,82	1 489,40
II	1	130	9,99	1 515,18
	2	135	10,08	1 528,83
III	1	150	10,27	1 557,65
	2	155	10,43	1 581,92

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
IV	–	170	10,74	1 628,94

Article 2

L'article 22 de la convention collective, résultant de l'annexe à l'avenant n° 17 du 8 septembre 2009, est modifié conformément à la nouvelle valeur du coefficient 130.

Article 3

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} février 2016.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui est remis à chacune des parties présentes et sera déposé à l'unité départementale du Loir-et-Cher de la DIRECCTE à Blois.

Fait à Blois, le 25 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8241. – ENTREPRISES FORESTIÈRES, SYLVICOLES
ET SCIERIES AGRICOLES**

(Centre)

(1^{er} juillet 1987)

(Etendue par arrêté du 29 janvier 1988,
Journal officiel du 9 février 1988)

AVENANT N° 62 DU 23 MARS 2016

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MAI 2016

NOR : AGRS1697138M

IDCC : 8241

Entre :

L'union régionale Centre des professionnels du bois (URCB) ;

L'union régionale des syndicats de propriétaires forestiers sylviculteurs du Centre,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

Le syndicat FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 23 de la convention collective, les salaires des différentes catégories professionnelles définies à l'article 21 sont modifiés comme suit à compter du 1^{er} mai 2016 :

Section 1

Personnel ouvrier d'exploitation forestière et de scierie agricole

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	–	AB 100	9,67	1 466,65
II	1	C 105	9,69	1 469,68
	2	D 110	9,71	1 472,72

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
III	1	E 115	9,73	1 475,75
	2	F 125	9,76	1 480,30
	3	G 135	9,81	1 487,88
IV	1	H 150	9,91	1 503,05
	2	I 170	10,58	1 604,67
	3	J 200	11,67	1 769,99

Section 2

Personnel ouvrier dans les emplois de sylviculture

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	100	9,67	1 466,65
II	120	9,74	1 477,27
III	140	9,85	1 493,95
IV	160	10,17	1 542,48
V	170	10,58	1 604,67
VI	180	10,91	1 654,72

Section 3

Personnel administratif, commercial et technique

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	–	K 100	9,67	1 466,65
II	1	L 110	9,71	1 472,72
	2	M 120	9,74	1 477,27
III	1	N 135	9,81	1 487,88
	2	O 150	9,91	1 503,05
IV	–	P 170	10,58	1 604,67
V	1	Q 190	11,20	1 698,70
	2	R 210	11,94	1 810,94
VI	1	S 240	13,02	1 974,74
	2	T 270	14,09	2 137,03

Section 4
Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	–	U 190	11,20	1 698,70
II	1	V 230	12,65	1 918,63
	2	W 270	14,09	2 137,03
III	1	X 320	15,89	2 410,04
	2	Y 370	17,72	2 687,59

Section 5
Cadres

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	280	14,39	2 182,53
II	360	17,29	2 622,37
III	420	19,43	2 946,95
IV	460	20,84	3 160,80
V	480	21,59	3 274,56
VI	510	22,67	3 438,36
VII	550	24,08	3 652,21
VIII	600	25,89	3 926,74

Article 2

En application de l'article 29 de la convention collective, les salaires à la tâche sont rémunérés comme suit à compter du 1^{er} mai 2016 :

(En euros.)

NATURE DE LA TÂCHE		PRIX À LA TÂCHE	FRAIS DE MÉCANISATION	TOTAL
Abattage chêne avec ébranchage et découpe	m ³ Futaie	6,27	1,25	7,52
	m ³ Taillis/futaie	6,49		7,74
Abattage grume feuillus avec ébranchage et découpe	m ³ , Hêtre, merisier, châtaigner, autres	6,13	1,25	7,38
Abattage grume résineux coupe blanc étoc	m ³	4,85	1,25	6,10
Abattage grume résineux éclaircie	m ³	5,43	1,25	6,68
Autres	m ³ peuplier	5,35	1,25	6,60

NATURE DE LA TÂCHE		PRIX À LA TÂCHE	FRAIS DE MÉCANISATION	TOTAL
Bois d'industrie	Stère	6,36	2,16	8,52
Bois de trituration	Stère	6,32	2,16	8,48
Bois de chauffage	Stère	6,38	2,16	8,54
Foisonnement	De gré à gré, dans les limites fixées par l'article 30.b.5 de la convention collective			
Autres	De gré à gré			

Article 3

La valeur du point servant au calcul de la prime d'ancienneté, mentionnée à l'article 23 *bis*, est portée à compter du 1^{er} mai 2016 à :

- 5,75 euros pour les salariés des exploitations forestières et scieries agricoles ;
- 5,75 euros pour les salariés des exploitations sylvicoles.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet le 1^{er} mai 2016 et sera déposé au siège de la DIRECCTE Centre-Val de Loire, pôle politique du travail, 12, place de l'Etape, CS 85809, 45058 Orléans Cedex 1.

Fait à Blois, le 23 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

IDCC : 8532. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(Bretagne)
(13 juin 1991)**

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,
Journal officiel du 31 décembre 1991)

**AVENANT N° 59 DU 21 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2016**

NOR : AGRS1697140M
IDCC : 8532

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération de Bretagne ;

Le syndicat des prestataires de services avicoles,

D'une part, et

L'UPRA CFDT de Bretagne ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC-Agri de Bretagne ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les annexes I à V à la convention collective sont remplacées par les annexes ci-jointes, avec effet au 1^{er} février 2016.

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet à compter du 1^{er} février 2016 et sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Loudéac, le 21 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Définition des emplois et salaires au 1^{er} février 2016 pour le personnel d'exécution des entreprises de travaux agricoles et ruraux, à l'exclusion des entreprises de prestations de services à l'aviculture

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	SALAIRE horaire de base (*)	SALAIRE mensuel (35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
100	Conducteur d'engins occasionnel ou débutant dans la profession ayant moins de 1 an d'ancienneté, sans connaissances professionnelles et travaillant sans avoir à faire preuve d'initiative	9,67	1 466,65
110	Conducteur d'engins : salarié chargé d'effectuer des travaux sur directives précises et assurant l'entretien courant du matériel	10,06	1 525,80
120	Conducteur d'engins spécialisé : ouvrier ayant acquis certaines connaissances professionnelles faisant preuve de capacité d'initiative et assurant l'entretien courant du matériel	10,34	1 568,52
130	Conducteur d'engins qualifié : salarié qualifié exécutant seul et avec précision tous travaux et assurant les réglages, l'entretien et les réparations courantes du matériel	10,62	1 611,32
130	Mécanicien qualifié : salarié dont les connaissances professionnelles acquises par formation ou reconnues par une expérience lui permettent d'assurer l'entretien, les réglages et toutes les réparations courantes du matériel de l'entreprise	10,62	1 611,32
140	Conducteur d'engins et/ou mécanicien hautement qualifié : salarié dont les connaissances professionnelles éprouvées lui permettent d'assurer avec compétence l'ensemble des travaux de l'entreprise	11,26	1 707,54
150	Salarié répondant à la définition précédente, responsable de l'organisation de chantiers ou d'atelier de réparations et éventuellement susceptible de suppléer momentanément l'employeur	11,90	1 805,29
(*) Smic au 1 ^{er} janvier 2016 : 9,67 €.			

ANNEXE II

Définition des emplois et salaires au 1^{er} février 2016 pour le personnel administratif occupé dans les entreprises relevant de l'article 1^{er} de la présente convention

(En euros.)

COEFFICIENT	EMPLOI	SALAIRE horaire de base (*)	SALAIRE MENSUEL (35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
120	Employé(e) de bureau : salarié(e) assurant avec polyvalence les travaux administratifs simples Comptable : employé(e) assurant la tenue des écritures et la préparation des bilans	10,34	1 568,52
(*) Smic au 1 ^{er} janvier 2016 : 9,67 €.			

ANNEXE III

Définition des emplois et salaires au 1^{er} février 2016 pour le personnel occupé à des travaux de mise en place ou d'enlèvement de volailles dans les entreprises de prestations de services à l'aviculture

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	SALAIRE horaire de base (*)	SALAIRE mensuel (35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
100	Agent d'exécution Emploi occupé par tout salarié, sans connaissances professionnelles, chargé d'effectuer le ramassage de volailles avec directives précises	9,67	1 466,65
110	Agent spécialisé Emploi occupé par tout salarié ayant une expérience professionnelle, capable de seconder temporairement le chef d'équipe	10,06	1 525,80
130	Chef d'équipe, niveau I Emploi occupé par tout salarié ayant acquis les connaissances professionnelles lui permettant d'assurer l'ensemble des travaux d'un chantier de ramassage avec une équipe constituée au plus de 19 salariés. Cet emploi conduit le salarié à pouvoir suppléer momentanément l'employeur sans transfert de responsabilité	10,62	1 611,32
150	Chef d'équipe, niveau II Emploi occupé par tout salarié ayant acquis les connaissances professionnelles lui permettant d'assurer l'ensemble des travaux d'un chantier de ramassage avec une équipe constituée d'au moins 20 salariés. Cet emploi conduit le salarié à pouvoir suppléer momentanément l'employeur sans transfert de responsabilité	11,90	1 805,29
(*) Smic au 1 ^{er} janvier 2016 : 9,67 €.			

ANNEXE IV

Définition des emplois et salaires au 1^{er} février 2016 pour le personnel chargé des travaux d'interventions techniques dans les entreprises de prestations de services à l'aviculture

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	SALAIRE horaire de base (*)	SALAIRE mensuel (35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
100	Agent d'exécution, niveau I Emploi correspondant à des tâches d'exécution sans difficulté particulière ne nécessitant pas de connaissances professionnelles	9,67	1 466,65
110	Agent d'exécution, niveau II Emploi correspondant à certaines tâches d'exécution sur directives précises	10,06	1 525,80
120	Agent spécialisé Emploi correspondant à des tâches spécialisées qui nécessitent une maîtrise de savoir-faire manuel. L'exécution des tâches est réalisée à partir de consignes précises	10,34	1 568,52
130	Agent qualifié Emploi correspondant à des travaux réalisés à partir de directives générales. L'exécution des tâches nécessite autonomie et forte polyvalence. L'agent qualifié peut transmettre son expérience professionnelle	10,62	1 611,32
140	Agent hautement qualifié, technicien niveau I, chef d'équipe niveau I Emploi comportant pour le salarié l'organisation et l'exécution du travail qui lui est confié dans le cadre de directives périodiques. Il exige des connaissances et une expérience professionnelles permettant à son titulaire de participer aux décisions techniques. Ce dernier peut contrôler une équipe de travail	11,26	1 707,54
150	Agent hautement qualifié, technicien niveau II, chef d'équipe niveau II Emploi comportant pour le salarié l'organisation et l'exécution du travail qui lui est confié dans le cadre de directives périodiques. Il exige des connaissances professionnelles approfondies permettant à son titulaire de participer aux décisions techniques ainsi que d'exécuter des objectifs définis par directives	11,90	1 805,29
(*) Smic au 1 ^{er} janvier 2016 : 9,67 €.			

ANNEXE V

Définition des emplois et salaires au 1^{er} février 2016 pour le personnel d'encadrement occupé dans les entreprises relevant de l'article 1^{er} de la présente convention

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	SALAIRE MENSUEL (base : 169 heures)
160	Cadre technique Responsable technique capable de gérer l'organisation du travail quel que soit le nombre de salariés et de superviser les conducteurs et les mécaniciens hautement qualifiés	2 684,74
170	Cadre autonome Agent d'encadrement chargé de façon permanente de diriger l'ensemble des services techniques et/ou administratifs de l'entreprise et capable de suppléer le chef d'entreprise	3 001,20
180	Cadre dirigeant Agent d'encadrement qui dirige l'ensemble des activités administratives, comptables et commerciales de l'entreprise	De gré à gré

Convention collective

**IDCC : 8233. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX
(Haute-Normandie)
(3 juillet 1970)**

(Etendue par arrêté du 2 août 1971,
Journal officiel du 21 septembre 1971)

**AVENANT N° 56 DU 5 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2016**

NOR : AGRS1697137M
IDCC : 8233

Entre :

L'UR des entrepreneurs des territoires de Haute-Normandie,

D'une part, et

L'UPRA CFDT de Haute-Normandie ;

L'UR CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

La FGTA FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I de la convention collective est abrogée et remplacée par la suivante :

« ANNEXE I

(personnel non cadre)

Salaires au 1^{er} janvier 2016

Filière technique

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I	1	9,67	1 466,65
	2	9,87	1 496,98
II	1	9,97	1 512,15
	2	10,13	1 536,42

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
III	1	10,55	1 600,12
	2	11,33	1 718,42
IV	1	11,52	1 747,24
	2	11,86	1 798,81
V	1	12,86	1 950,48
	2	13,40	2 032,38

Filière administrative

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I	1	9,67	1 466,65
II	1	9,88	1 498,50
	2	9,97	1 512,15
III	1	10,17	1 542,48
	2	10,67	1 618,32
IV	1	11,40	1 729,04
	2	12,08	1 832,17

Article 2

L'annexe I *bis* de la convention collective est abrogée et remplacée par la suivante :

« ANNEXE I *BIS*

(personnel cadre)

Salaires au 1^{er} janvier 2016

Filière technique

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
VI	1	14,95	2 267,47
	2	15,36	2 329,65

Filière administrative

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
V	1	13,45	2 039,96
	2	13,81	2 094,56

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Rouen, le 5 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

IDCC : 8912. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,
RURAUX ET FORESTIERS
(Languedoc-Roussillon et Vaucluse)
(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,
Journal officiel du 20 novembre 1996)

AVENANT N° 28 DU 5 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : AGRS1697144M

IDCC : 8912

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires de Languedoc-Roussillon ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Vaucluse,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Compte tenu de l'application des dispositions réglementaires relatives au Smic, et en référence à l'article 14 de la convention collective, à compter du 1^{er} janvier 2016 les salaires horaires de la grille de qualification sont indiqués à l'annexe I ci-dessous :

« ANNEXE I

Barème des salaires au 1^{er} janvier 2016

Smic horaire au 1^{er} janvier 2016 : 9,67 €.

Smic mensuel (base 151,67 heures) : 1 466,65 €.

Minimum garanti au 1^{er} janvier 2016 : 3,62 €.

Prime de panier : $3,62 \times 2$: 7,24 €.

(En euros.)

NIVEAU/EMPLOI	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I Ouvrier exécutant	–	120	9,67	1 466,65
II Ouvrier spécialisé	1	125	10,09	1 530,35
	2	133	10,19	1 545,52
III Ouvrier qualifié	1	146	10,72	1 625,90
	2	153	11,23	1 703,25
IV Ouvrier hautement qualifié	–	160	11,72	1 777,57
Cadre, chef de chantier	–	173	12,95	1 964,13

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé à l'unité départementale de l'Hérault de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, 615, boulevard d'Antigone, CS 19002, 34064 Montpellier Cedex.

Fait à Montpellier, le 5 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9041. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Alpes-de-Haute-Provence)
(1^{er} juillet 1998)**

(Etendue par arrêté du 28 janvier 1999,
Journal officiel du 5 février 1999)

**AVENANT N° 20 DU 18 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2016**

NOR : AGRS1697145M
IDCC : 9041

Entre :

La FDSEA,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 21 et 50 de la convention collective, les salaires s'établissent ainsi à compter du 1^{er} mars 2016 :

A. – Personnel ouvrier ou de bureau

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
100	9,67	1 466,65
110	9,80	1 486,37
120	9,91	1 503,05
125	9,95	1 509,12
135	10,06	1 525,80
150	10,21	1 548,55
170	10,43	1 581,92
200	10,69	1 621,35

B. – Personnel d'encadrement

Valeur du point : 10,1606 euros.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
240	2 438,54
300	3 048,18
360	3 657,82

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Digne-les-Bains, le 18 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9461. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Lot)
(6 mai 1969)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 8 février 1970)

**AVENANT N° 152 DU 28 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX**

NOR : AGRS1697151M

IDCC : 9461

Entre :

La FDSEA du Lot ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles du Lot,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC du Lot ;

La FGTA FO du Lot ;

Le SGA CFDT du Lot ;

La CFTC-Agri du Lot,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe III de la convention collective est modifiée comme suit :

« En application des dispositions de l'article 25 de la convention collective et, concernant les cadres, de l'article 5 de son avenant n° 3 du 1^{er} mars 1971, la valeur des 100 premiers points est de 9,67 euros, correspondant à la valeur du Smic applicable au 1^{er} janvier 2016.

Il en résulte que les taux horaires applicables à chacun des niveaux et échelons prévus par les articles 24 de la convention collective et 2 de l'avenant du 1^{er} mars 1971 précité sont les suivants, après arrondissement au centime supérieur.

(Voir tableaux pages suivantes.)

Salariés non cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION des emplois		HEURES NORMALES (35 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 25 % (de 36 à 43 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 50 % (de 44 à 48 heures par semaine)	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures (embauché pour 35 heures par semaine)
Niveau	Échelon	Coef. (*)			
I	1	100 et 105	9,67	12,09	1 466,62
	2	110	9,90	12,38	1 501,53
II	1	120	10,12	12,65	1 534,90
	2	130	10,35	12,94	1 569,78
III	1	140	10,57	13,21	1 603,15
	2	150	10,80	13,50	1 638,04
IV	1	160	11,02	13,78	1 671,40
	2	180	11,48	14,35	1 741,17
(*) Ancienne classification - coefficients hiérarchiques.					

Salariés cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION des emplois	HEURES NORMALES (35 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 25 % (de 36 à 43 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 50 % (de 44 à 48 heures par semaine)	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures (embauché pour 35 heures par semaine)
Coefficient hiérarchique				
200	11,92	14,90	17,88	1 807,91
220	12,38	15,48	18,57	1 877,67
280	13,74	17,18	20,61	2 083,95

CLASSIFICATION des emplois	HEURES NORMALES (35 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 25 % (de 36 à 43 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 50 % (de 44 à 48 heures par semaine)	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures (embauché pour 35 heures par semaine)
320	14,63	18,29	21,95	2 218,93
380	15,99	19,99	23,99	2 425,20

Article 2

Les parties contractantes demandent l'extension du présent avenant, dont les dispositions prendront effet à compter du premier jour du mois civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Cahors, le 28 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9871. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,
ÉLEVAGE, CULTURES SPÉCIALISÉES, ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS ET FORESTIERS, ARBORICULTURE ET CUMA
(Haute-Vienne)
(18 février 1965)**

(Etendue par arrêté du 5 novembre 1965,
Journal officiel du 17 décembre 1965)

AVENANT N° 153 DU 11 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX DES EMPLOYÉS ET DES OUVRIERS
AU 1^{ER} JANVIER 2016
NOR : AGRS1697156M
IDCC : 9871

Entre :

La FDSEA de la Haute-Vienne ;

Le syndicat des entreprises pour l'emploi agricole et rural de la Haute-Vienne (SEPEAR 87) ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Vienne (FDCUMA 87),

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC de la Haute-Vienne ;

La FGTA FO de la Haute-Vienne ;

Le SGA CFDT du Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 17 de la convention collective est modifié comme suit :

« Le salaire horaire de base minimum des employés et ouvriers est fixé comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
101	9,67
102	9,82
201	9,97
202	10,11
301	10,25

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
302	10,43
401	10,61
402	11,37

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prendra effet au 1^{er} janvier 2016.

Article 3

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant et deux exemplaires seront déposés à la DIRECCTE Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes, unité départementale de la Haute-Vienne, section centrale du travail, 2, allée Saint-Alexis, BP 13203, 87032 Limoges Cedex.

Fait à Limoges, le 11 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
IDCC : 9111. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE CÉRÉALIÈRE
(Aude)
(12 juillet 1978)
(Etendue par arrêté du 23 mai 1979,
Journal officiel du 3 juin 1979)

AVENANT N° 100 DU 15 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MAI 2016
NOR : *AGRS1697147M*
IDCC : *9111*

Entre :

La section des employeurs de main-d'œuvre du syndicat des exploitants agricoles du Lauragais,

D'une part, et

La section départementale du syndicat Force ouvrière des salariés de l'agriculture de l'Aude ;

Le syndicat Force ouvrière des cadres de l'agriculture (SYNFOCA) ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC AFNCA (Association financement négociation collective en agriculture),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour ce qui concerne le personnel non cadre, les dispositions de l'annexe I « Détermination des salaires » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les salaires bruts correspondant aux coefficients de la classification sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} mai 2016 :

Personnel non cadre

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE
I Ouvrier exécutant	1	9,67
	2	10,13
II Ouvrier spécialisé	1	10,28
	2	10,40
III Ouvrier qualifié	1	10,57
	2	10,78

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE
IV	1	11,11
Ouvrier hautement qualifié	2	11,30

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à la DIRECCTE, unité territoriale de l'Aude, 320, chemin de Maquens, CS 70069, 11890 Carcassonne Cedex 9.

Fait à Carcassonne, le 15 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8243. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION DE CHAMPIGNONS
(Centre)
(26 mars 1986)**

(Etendue par arrêté du 23 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

**AVENANT N° 28 DU 24 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2016**

NOR : AGRS1697139M
IDCC : 8243

Entre :

La FDSEA,

D'une part, et

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

Le syndicat FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Revalorisation des salaires minimaux au 1^{er} avril 2016

Conformément à l'article 20 de la convention collective, l'annexe I est modifiée comme suit à compter du 1^{er} avril 2016 :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
1. Ouvriers			
Ouvrier débutant	110	9,67	1 466,65
Ouvrier	111	9,69	1 469,68
OS1	112	9,74	1 477,27
OS2	116	9,76	1 480,30
OQ	124	9,81	1 487,88
OHQ	132	10,14	1 537,93
Agent de contrôle	140	10,44	1 583,43

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Agent technique	150	10,85	1 645,62
2. Cadres			
3 ^e groupe	170	11,41	1 730,55
3 ^e groupe	180	11,80	1 789,71
2 ^e groupe	200	12,44	1 886,77
2 ^e groupe	225	13,75	2 085,46
1 ^{er} groupe	280	16,52	2 505,59

Article 2

Dépôt légal. – Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui est remis à chacune des parties présentes et sera déposé au siège de la DIRECCTE Centre-Val de Loire, pôle politique du travail, 12, place de l'Etape, CS 85809, 45058 Orléans Cedex 1.

Fait à Blois, le 24 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
IDCC : 8211. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Champagne-Ardenne)
(9 mars 1992)
(Etendue par arrêté du 23 décembre 1992,
Journal officiel du 6 janvier 1993)

AVENANT N° 42 DU 12 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2016
NOR : AGRS1697135M
IDCC : 8211

Entre :
Le groupement intersyndical bois Champagne-Ardenne,
D'une part, et
Le syndicat FO ;
La CFDT ;
Le SNCEA CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La grille des salaires prévue à l'annexe I instituée par l'article 53 de la convention collective est remplacée par le document annexé au présent avenant.

Article 2

Le présent avenant, qui prendra effet au 1^{er} février 2016, sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 12 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barèmes de salaires à compter du 1^{er} février 2016

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
1. Personnel ouvrier	100	9,68
	105	9,71
	110	9,74
	115	9,76
	125	9,78
	135	9,81
	150	9,85
	170	10,54
	200	11,69
2. Personnel administratif, commercial et technique	100	9,68
	110	9,74
	120	9,77
	135	9,81
	150	9,85
	170	10,54
	190	11,29
	210	12,07
	240	13,16
	270	14,27
3. Agents de maîtrise	190	11,29
	230	12,79
	270	14,27
	320	16,18
	370	18,02
4. Cadres	280	14,66
	360	17,65
	420	19,91
	460	21,39
	480	22,14
	510	23,28
	550	24,74
	600	26,62

Aucune valeur ne saurait être inférieure au Smic (9,67 € au 1^{er} janvier 2016).

Convention collective

**IDCC : 8721. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Massif de Gascogne)
(2 juillet 1996)**

(Etendue par arrêté du 24 décembre 1996,
Journal officiel du 7 janvier 1997)

**AVENANT N° 25 DU 10 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2016**

NOR : AGRS1697141M
IDCC : 8721

Entre :

La section exploitation forestière-sciage compétente sur les départements de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne, de la Dordogne et, pour la Charente-Maritime, les cantons de Montguyon, Montlieu et Montendre ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires d'Aquitaine,

D'une part, et

L'UR CGT-FO d'Aquitaine ;

L'UR CFE-CGC d'Aquitaine ;

L'UR CFTC d'Aquitaine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les montants des salaires visés aux articles 27 « Salaires » (annexe VI, tableaux A à C) et 70 « Rémunération des cadres » (annexe VI, tableau D) de la convention collective, dans sa version consolidée du 11 septembre 2015, sont modifiés et figurent en annexe du présent avenant. L'annexe VI est modifiée en conséquence.

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} avril 2016.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de la Gironde de la DIRECCTE.

Fait à Bordeaux, le 10 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE VI

Barème des salaires des ouvriers, employés, agents de maîtrise et cadres

A. – Salaires horaires du personnel technique applicables au 1^{er} avril 2016

(En euros.)

CLASSIFICATION	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	TAUX horaire
<p>Personnel effectuant des travaux élémentaires (manœuvre ordinaire)</p> <p>Travaux d'exécution facile, immédiatement reproductibles après simple démonstration, sans mise en jeu de connaissances particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sans participation directe à la production – sans travail autonome sur machine de transformation du produit 	I	100	A B	9,67 9,70
<p>Personnel effectuant des travaux simples (manœuvre spécialisé)</p> <p>Travaux sans difficulté particulière dont l'exécution requiert un temps d'adaptation minimum par habitude ou apprentissage selon des consignes fixant la nature du travail à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sans incidence sur la qualité du produit : notamment par l'utilisation de machine de transformation préréglée et de maniement simple – où l'attention et l'intervention de l'opérateur sont nécessaires à l'obtention de la qualité requise du produit 	II	105 110	C D	9,71 9,72
<p>Personnel effectuant des travaux combinés (ouvrier spécialisé)</p> <p>Travaux constitués par l'enchaînement de différents travaux simples selon un mode opératoire détaillé :</p> <ul style="list-style-type: none"> – requérant des connaissances usuelles de calcul et de lecture – nécessitant des connaissances techniques – autonome dans le choix des meilleures solutions de réalisation 	III	115 125 135	E F G	9,73 9,75 9,80
<p>Personnel effectuant ou pouvant effectuer des travaux complexes (ouvrier qualifié et ouvrier hautement qualifié)</p> <p>Travaux mettant en application des connaissances professionnelles et requérant une dextérité ou une pratique suffisante pour respecter les normes de qualité, au besoin par un réglage continu sur la machine :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans tous les domaines de sa spécialité ou ayant des effets sur la distribution du travail dans un atelier – et délicats, supposant une parfaite maîtrise des données professionnelles ou associant diverses techniques parfaitement maîtrisées 	IV	165 180 185	H I J	10,11 10,13 10,15
<p>Personnel effectuant ou pouvant effectuer des travaux complexes pour lesquels il apporte des propositions de modification des méthodes, procédés et moyens pour améliorer les objectifs donnés</p>	V	200	K	10,43

**B. – Salaires des ouvriers rémunérés à la tâche
applicables au 1^{er} avril 2016**

(En euros.)

	UNITÉ DE COMPTE	PRIX DE BASE
I. – PIN MARITIME		
Billons : diamètre fin bout 0,20 minimum	le mètre linéaire	0,357
Marquage :		
– par marqueur professionnel	le mètre linéaire	0,018
– par bûcheron suivant feuille de marquage	le mètre linéaire	0,009
Poteaux bruts :		
– 1 ^{re} catégorie, 2 mètres en 10/19 dfb sous écorce	le mètre linéaire	0,093
	la tonne	6,73
– 2 ^e catégorie, 2 mètres en 6/9 dfb sous écorce	le mètre linéaire	0,074
	la tonne	11,22
Catégorie spéciale (2/3 en 1 ^{re} catégorie, 1/3 en 2 ^e catégorie)	le stère	4,53
Supplément sur le prix ci-dessus pour rassemblement et empilage		15 %
II. – FEUILLUS		
(Nota. – Les tiges non marchandes sont à couper mais non incluses dans le calcul du cube unitaire)		
Façonnage des taillis en 2 mètres avec empilage 100 % :		
– cube unitaire < 0,150	le stère	3,48
– cube unitaire ≥ 0,150		3,40
Supplément pour tri d'une catégorie supplémentaire (piquets...)		
Peupliers (cimes)	le stère	4,07

Bois d'œuvre

(En euros.)

	UNITÉ DE COMPTE	PRIX DE BASE
III. – PIN MARITIME		
1. Abattage, découpe, ébranchage, écorçage jusqu'à la découpe de 0,50 mètre de circonférence (poteaux de cime en plus)	le mètre cube scié	10,79
2. Abattage, découpe, ébranchage, écorçage manuel jusqu'à la découpe de 0,50 mètre de circonférence (poteaux de cime en plus) (base de calcul : 50 % du 1)	le mètre cube grume	5,39
3. Abattage, découpage, ébranchage, sans écorçage jusqu'à la découpe de 0,50 mètre de circonférence (poteaux de cime en plus) (base de calcul : 52,50 % du 2)	le mètre cube grume	2,83
Sciage en équarri, 4 faces, empilé et couvert, rémunération de l'ensemble de l'équipe limeur compris	le mètre cube scié	19,08
Bois de chauffage :		
– barrot	le stère	4,50

	UNITÉ DE COMPTE	PRIX DE BASE
– escaill bois déjà façonné	le stère	5,87
– escaill arbre pris debout	le stère	7,97
IV. – CHÊNES ET BOIS DURS		
Abattage, tronçonnage et arasage des nœuds	le mètre cube grume	6,85
Sciage (limeurs compris) :		
– plots en plateaux non pelés	le mètre cube scié	21,67
– plots en plateaux pelés	le mètre cube scié	23,46
Supplément pour empilage sur taquets et épinglage par bout :		
– par mètre cube de plateaux pelés de 25 à 50 mm d'épaisseur	le mètre cube scié	6,58
– par mètre cube pour épaisseur de 55 mm et plus	le mètre cube scié	4,96
Panneaux avivés de 15 à 22 mm	le mètre cube scié	40,94
Débuts courants délinés et bois de wagons	le mètre cube scié	29,77
Appareils de voie	le mètre cube scié	28,46
Traverses standard prêtes à être réceptionnées	la pièce	2,43
Bois de chauffage :		
– à prendre dans les branchages	le stère	6,58
– à prendre dans les billes impropres au sciage (Rocard)	le stère	8,07
Merrain : L < 1,20 mètre, diamètre fin bout > 0,11 mètre empilage compris	le stère	7,12
V. – PEUPLIERS ET FEUILLUS TENDRES		
Grumes : abattage, arasage des nœuds, 1 découpe intermédiaire + 1 découpe fin bout	le mètre cube	3,34
Billons : 2 mètres et plus, diamètre fin bout > 0,20 mètre	le stère	2,07
Travail à la journée, jours fériés, à l'exclusion de toute journée de travail normal et régulier ≥ à grilles A et C niveau 4 H	7,8 heures	10,25

**C. – Salaires horaires du personnel administratif et commercial
applicables au 1^{er} avril 2016**

(En euros.)

CLASSIFICATION	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	TAUX horaire
Personnel effectuant des tâches d'exécution évidente, sans mise en jeu de connaissances particulières, conformément à des procédures indiquées, sans initiative de la part de l'intéressé	I	100	A	9,67
Personnel effectuant des tâches d'exécution simple, nécessitant une pratique ou une dextérité acquise :	II	105	B	9,71
– appliquant des procédures préétablies de caractère répétitif ou données cas par cas – pouvant ordonner ou répartir son travail en fonction des instructions reçues		110	C	9,72

CLASSIFICATION	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	TAUX horaire
Personnel effectuant des tâches diversifiées requérant un ensemble d'éléments ou de consignes administratives ou commerciales dont le traitement demande une pratique professionnelle ou peut faire l'objet d'une adaptation des connaissances acquises :	III	120	D	9,74
– mise en œuvre de procédures définies et combinées		140	E	9,82
– mise en œuvre de procédures dont la réalisation nécessite réflexion, contrôle, recherche d'information				
Personnel effectuant ou pouvant effectuer des tâches complexes spécifiques pour lesquelles, en fonction de connaissances professionnelles acquises liées à l'utilisation de procédures, méthodes, organisation ou technique, il analyse et interprète les données ou informations transmises pour adapter le mode de réalisation	IV	145	F	9,93
Personnel effectuant ou pouvant effectuer des tâches complexes pour lesquelles, en fonction de ses connaissances :	V	160	G	10,08
– la réalisation des tâches influe sur la qualité des travaux auxquels le salarié concourt		180	H	10,13
– la réalisation des tâches influe sur l'efficacité de l'organisation interne				
Personnel effectuant ou pouvant effectuer des tâches ou des travaux de niveau professionnel élevé acquis par la formation, exigeant des connaissances techniques approfondies ou reconnue par une expérience significative antérieure :	VI	220	I	11,45
– ces tâches ou travaux, de par leur incidence, supposent de la part du salarié le choix des actions nécessaires pour remplir les objectifs déterminés		240	J	12,19
– de plus, le salarié peut élaborer des propositions de modification des méthodes, procédés et moyens pour améliorer les objectifs donnés				

**D. – Salaires des agents de maîtrise et des cadres
applicables au 1^{er} avril 2016**

Valeur minimale du point indiciaire au 1^{er} avril 2016 : 7,94 €.

Agents de maîtrise

(En euros.)

CLASSIFICATION	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	SALAIRE minimum
Agent de maîtrise organisant les travaux et y participant si nécessaire. – Débutant sans expérience :	I	190	A	1 508,60
– il veille à l'exécution simple de ces travaux dans le respect des normes de façonnage et/ou de fabrication				
– il s'assure du respect des consignes de sécurité et il a autorité pour faire appliquer les règles d'organisation interne				
Agent de maîtrise organisant les travaux et y participant si nécessaire :	II	200	B	1 588,00
– pouvant prendre des initiatives et apporter les modifications ponctuelles sur l'organisation de son équipe sur les interventions nécessaires à la réalisation du produit aux normes et qualités exigées		210	C	1 667,40
– pouvant apporter une assistance technique et décider des modifications techniques nécessaires à l'obtention du produit aux normes et qualités exigées				

CLASSIFICATION	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	SALAIRE minimum
Agent de maîtrise disposant d'une autonomie ou d'un pouvoir de décision sur le personnel qu'il dirige dans le cadre de ses fonctions :				
– il assiste la direction ou un cadre pour élaborer les programmes de production	III	220	D	1 746,80
– il assure la gestion des programmes de production et leur exploitation à l'aide des moyens mis à sa disposition		240	E	1 905,60

Cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION	NIVEAU	COEF.	SALAIRE minimum
Débutant sans expérience			
Personnel issu d'un enseignement supérieur technique, scientifique, commercial ou équivalent pendant les années de probation dans l'entreprise qui suivent l'obtention du diplôme	I	225	1 786,50
Cadre confirmé			
Personnel responsable de l'organisation des actions, travaux ou réalisations dans un secteur déterminé ou une fonction précise ou Personnel titulaire d'une expérience professionnelle confirmée et ayant suivi avec succès, avec l'accord de l'entreprise, un stage ou une formation d'approfondissement, de perfectionnement ou de recyclage pour avoir en charge la responsabilité d'un secteur déterminé ou d'une fonction précise	II	260	2 064,40
Personnel responsable d'une unité de production ou d'un établissement de moins de 50 salariés et ayant les prérogatives d'un chef d'établissement	III	280	2 223,20
Personnel responsable d'un service ou d'une fonction nécessitant la coordination d'autres secteurs ou dont l'activité détermine les actions ou objectifs d'autres services, fonctions ou secteurs, et ayant reçu une délégation de pouvoir clairement définie	IV	320	2 540,80
Personnel responsable de la coordination de plusieurs secteurs ou services analysant leurs résultats et participant à l'élaboration des plans généraux	V	340	2 699,60
Cadre supérieur			
Personnel responsable d'une unité de production ou d'un établissement d'au moins 50 salariés et ayant les prérogatives d'un chef d'établissement	VI	400	3 176,00
Personnel assurant l'élaboration et la mise en œuvre des plans et budgets généraux de l'entreprise	VII	440	3 493,60
Cadre de direction			
Personnel assurant la direction de l'entreprise	VIII	500	3 970,00

Convention collective

**IDCC : 9532. – EXPLOITATIONS HORTICOLES,
MARAÎCHÈRES ET DE PÉPINIÈRES
(Mayenne)
(8 avril 1974)**

(Etendue par arrêté du 9 avril 1975,
Journal officiel du 18 mai 1975)

**AVENANT N° 71 DU 6 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2016**

NOR : AGRS1697152M
IDCC : 9532

Entre :

L'union horticole de la Mayenne,

D'une part, et

Le SGA CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I de la convention collective sont modifiées comme suit à compter du 1^{er} janvier 2016.

« ANNEXE I

**Barème des rémunérations fixées en application
des articles 20 et 21 de la convention collective**

A compter du 1^{er} janvier 2016, les salaires horaires et mensuels, par catégorie professionnelle, s'établissent comme suit :

(En euros.)

EMPLOI	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Agent de production	1	011	9,67	1 466,65
	2	012	9,80	1 486,37
Agent technique spécialisé	1	021	9,89	1 500,02
	2	022	9,97	1 512,15

EMPLOI	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Agent technique qualifié	1	031	10,14	1 537,93
	2	032	10,43	1 581,92
Agent hautement qualifié	1	041	10,51	1 594,05
	2	042	10,64	1 613,77
Contremaître	–	050	12,65	1 918,63
Chef de culture	–	060	17,25	2 616,31
Directeur d'exploitation	–	070	21,19	3 213,89

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de la Mayenne de la DIRECCTE, 60, rue Mac-Donald, 53063 Laval Cedex 9.

Fait à Laval, le 6 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9351. – EXPLOITATIONS
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(Ille-et-Vilaine)
(11 juillet 1991)**

(Etendue par arrêté du 26 octobre 1992,
Journal officiel du 4 novembre 1992)

AVENANT N° 51 DU 13 JANVIER 2016

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : *AGRS1697149M*
IDCC : 9351

Entre :

La FDSEA d'Ille-et-Vilaine,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe « Salaires » de la convention collective est modifiée comme suit :

« I. – Personnel d'exécution

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
101	9,67	1 466,65
102	9,79	1 484,85
201	9,91	1 503,05
202	10,20	1 547,03
301	10,41	1 578,88
302	10,85	1 645,62
401	11,74	1 780,61
402	12,20	1 850,37

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions légales concernant le Smic.

II. – Personnel d'encadrement

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
501	12,60	1 911,04
502	13,11	1 988,39
601	13,69	2 076,36
602	16,86	2 557,16

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Article 3

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Cesson-Sévigné, le 13 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9101. – EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE**

(Aube)

(18 janvier 1977)

(Etendue par arrêté du 20 février 1978,
Journal officiel du 29 mars 1978)

AVENANT N° 78 DU 6 OCTOBRE 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} OCTOBRE 2015

NOR : AGRS1697146M

IDCC : 9101

Entre :

La FDSEA de l'Aube ;

La FD des CUMA de l'Aube ;

Le syndicat des maraîchers de l'Aube ;

La FNPHP,

D'une part, et

La FGA CFDT de l'Aube ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre des négociations, les partenaires sociaux se sont accordés sur la revalorisation des salaires des salariés des CUMA, des exploitations horticoles, des exploitations maraîchères, des exploitations de polyculture, des pépinières du département de l'Aube.

Article 1^{er}

Salaires des salariés non cadres et des salariés cadres

Les dispositions des I et II de l'annexe III de la convention collective sont abrogées et remplacées par les suivantes.

« Salaires minimaux à compter du 1^{er} octobre 2015

I. – Salaires des salariés non cadres

(En euros.)

ANCIEN COEFFICIENT	QUALIFICATION	TAUX horaire	SALAIRE mensuel (151,67 heures)
100	Ouvrier, employé d'exécution :		
	– niveau I, échelon 1	9,61	1 457,55
	– niveau I, échelon 2	9,75	1 478,78
110-120 115-125, 130	Ouvrier, agent technique, employé spécialisés :		
	– niveau II, échelon 1	9,93	1 506,08
	– niveau II, échelon 2	10,10	1 531,87
140 150 170	Ouvrier, agent technique, employé qualifiés :		
	– niveau III, échelon 1	10,29	1 560,68
	– niveau III, échelon 2	10,49	1 591,02
	– niveau IV	11,06	1 677,47

Nota. – Le classement des salariés d'exploitation dans la nouvelle grille de définition des emplois ne peut être la cause d'une diminution du salaire minimal conventionnel dont les salariés bénéficiaient antérieurement ; en revanche, la modification de la définition de l'emploi, ou de sa dénomination, ou la modification du coefficient, niveau ou échelon y afférent, ne peuvent être en aucun cas considérées comme la perte d'un avantage acquis.

Les heures supplémentaires effectuées au-delà de 35 heures par semaine sont majorées de 25 % pour les 8 premières heures et de 50 % pour les heures suivantes.

II. – Rémunération du personnel d'encadrement

(En euros.)

TAM en horaire collectif	TAUX horaire	SALAIRE pour 35 heures par semaine, soit 1 820 heures par an Taux horaire × 151,67	SALAIRE FORFAITAIRE pour 2 094 heures par an Taux horaire × 180,21
TAM 1, E1, coefficient 200	14,22	2 156,75	2 562,59
TAM 1, E2, coefficient 230	16,36	2 481,32	2 948,24
TAM 2, coefficient 260	18,50	2 805,90	3 333,89

TAM et cadres autonomes	TAUX horaire	SALAIRE FORFAITAIRE pour 2 094 heures ou 218 jours par an Taux horaire × 180,21
C1, coefficient 290	20,63	3 717,73

CADRES DIRIGEANTS	SALAIRE FORFAITAIRE
C2, coefficient 350	5 129,37

Article 2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3

Entrée en vigueur et dépôt

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il sera déposé à l'unité territoriale de l'Aube de la DIRECCTE.

Fait à Troyes, le 6 octobre 2015.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9291. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE,
D'ÉLEVAGE ET DE MARAÎCHAGE
(Finistère)
(22 septembre 1981)**

(Etendue par arrêté du 12 mars 1982,
Journal officiel du 8 avril 1982)

**AVENANT N° 59 DU 29 MARS 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX**

NOR : AGRS1697148M

IDCC : 9291

Entre :

La FDSEA du Finistère,

D'une part, et

Le SGA CFDT du Finistère ;

La CFTC du Finistère,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I de la convention collective sont remplacées par les suivantes :

« En application de l'article 13 et sous réserve des dispositions légales relatives au Smic, les salaires sont fixés comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE BRUT	SALAIRE MENSUEL BRUT
I	1	11	9,67	1 466,62
	2	12	9,69	1 469,68
II	1	21	9,80	1 486,37
	2	22	9,83	1 490,92
III	1	31	10,13	1 536,42
	2	32	10,53	1 597,09
IV	1	41	10,95	1 660,79
	2	42	11,94	1 810,94

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE BRUT	SALAIRE MENSUEL BRUT
Cadres				
V	1	51	14,73	2 234,10
	2	52	16,21	2 458,57
VI	1	61	17,37	2 634,51
	2	62	18,25	2 767,98

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera remis à chacune des organisations syndicales signataires.

Fait à Quimper, le 29 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9661. – EXPLOITATIONS VITICOLES, MARAÎCHÈRES, ARBORICOLES,
HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(Pyrénées-Orientales)
(21 mai 1962)**

(Etendue par arrêté du 12 février 1963,
Journal officiel du 8 mars 1963)

**AVENANT N° 174 DU 18 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2016 DES NON-CADRES**

NOR : AGRS1697153M

IDCC : 9661

Entre :

La FDSEA, section des employeurs de main-d'œuvre,

D'une part, et

La SNCEA CFE-CGC des Pyrénées-Orientales ;

Le SGA CFDT des Pyrénées-Orientales ;

La CFTC-Agri du golfe du Lion ;

La FGTA FO des Pyrénées-Orientales,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I à la convention collective est modifiée comme suit à compter du 1^{er} février 2016 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (durée légale du travail)
100	9,67	1 466,65
125	9,70	1 471,20
135	9,74	1 477,27
140	9,88	1 498,50
150	9,93	1 506,08
160	10,33	1 566,75
170	10,68	1 619,84

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à l'unité départementale des Pyrénées-Orientales de la DIRECCTE du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, 76, boulevard Aristide-Briand, 66026 Perpignan Cedex.

Fait à Perpignan, le 18 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9661. – EXPLOITATIONS VITICOLES, MARAÎCHÈRES, ARBORICOLES,
HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(Pyrénées-Orientales)
(21 mai 1962)**

(Etendue par arrêté du 12 février 1963,
Journal officiel du 8 mars 1963)

**AVENANT N° 175 DU 18 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} FÉVRIER 2016 DES CADRES**

NOR : AGRS1697154M
IDCC : 9661

Entre :

La FDSEA, section des employeurs de main-d'œuvre,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC des Pyrénées-Orientales ;

Le SGA CFDT des Pyrénées-Orientales ;

La CFTC-Agri du golfe du Lion ;

La FGTA FO des Pyrénées-Orientales,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les valeurs du point cadre sont fixées comme suit à compter du 1^{er} février 2016 :

– point A = 12,00 € ;

– point B = 12,40 €.

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	VALEUR DU POINT	SALAIRE MENSUEL (durée légale du travail)
III	175	12,00	2 100,00
	180	12,00	2 160,00
	190	12,00	2 280,00
	200	12,40	2 480,00
II	180	12,00	2 160,00
	185	12,00	2 220,00
	195	12,40	2 418,00
	205	12,40	2 542,00
	215	12,40	2 666,00

CATÉGORIE	COEFFICIENT	VALEUR DU POINT	SALAIRE MENSUEL (durée légale du travail)
I	195	12,40	2 418,00
	215	12,40	2 666,00
	230	12,00	2 760,00
	250	12,00	3 000,00
	270	12,00	3 240,00

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à l'unité départementale des Pyrénées-Orientales de la DIRECCTE du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, 76, boulevard Aristide-Briand, 66026 Perpignan Cedex.

Fait à Perpignan, le 18 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9661. – EXPLOITATIONS VITICOLES, MARAÎCHÈRES, ARBORICOLES,
HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(Pyrénées-Orientales)
(21 mai 1962)**

(Etendue par arrêté du 12 février 1963,
Journal officiel du 8 mars 1963)

**AVENANT N° 176 DU 18 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR LA CAMPAGNE DES VENDANGES 2016**

NOR : AGRS1697155M

IDCC : 9661

Entre :

La FDSEA, section des employeurs de main-d'œuvre,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC des Pyrénées-Orientales ;

Le SGA CFDT des Pyrénées-Orientales ;

La CFTC-Agri du golfe du Lion ;

La FGTA FO des Pyrénées-Orientales,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le taux du salaire pour la campagne des vendanges 2016 est fixé à :

(En euros.)

	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (durée légale du travail)
Coupeur	9,67	1 466,65
Videur de seaux	9,74	1 477,27
Porteur	9,88	1 498,50

Article 2

Hormis le salaire minimum fixé à l'article 1^{er}, le salarié recevra, par jour, la quantité minimale de vin indiquée dans le tableau suivant.

(En litres.)

Coupeur	2
Videur de seaux	2
Porteur	3

Article 3

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à l'unité départementale des Pyrénées-Orientales de la DIRECCTE du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, 76, boulevard Aristide-Briand, 66026 Perpignan Cedex.

Fait à Perpignan, le 18 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8212. – SCIERIES AGRICOLES ET ACTIVITÉS CONNEXES
(Champagne-Ardenne)
(9 mars 1992)**

(Etendue par arrêté du 23 décembre 1992,
Journal officiel du 6 janvier 1993)

AVENANT N° 30 DU 12 JANVIER 2016

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : AGRS1697136M

IDCC : 8212

Entre :

Le groupement intersyndical bois Champagne-Ardenne,

D'une part, et

Le syndicat FO ;

La CFDT ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La grille des salaires prévue à l'annexe I instituée par l'article 53 de la convention collective est remplacée par le document annexé au présent avenant.

Article 2

Le présent avenant, qui prendra effet au 1^{er} février 2016, sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE d'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 12 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barèmes de salaires à compter du 1^{er} février 2016

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
1. Personnel ouvrier	
100	9,68
105	9,71
110	9,74
115	9,76
125	9,78
135	9,81
150	9,85
170	10,54
200	11,69
2. Personnel administratif, commercial et technique	
100	9,68
110	9,74
120	9,77
135	9,81
150	9,85
170	10,54
190	11,29
210	12,07
240	13,16
270	14,27
3. Agents de maîtrise	
190	11,29
230	12,79
270	14,27
320	16,18
370	18,02
4. Cadres	
280	14,66
360	17,65
420	19,91
460	21,39

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
480	22,14
510	23,28
550	24,74
600	26,62

Aucune valeur ne saurait être inférieure au Smic (9,67 € au 1^{er} janvier 2016).

La valeur du point pour le calcul de la prime d'ancienneté est fixée à 5,30 €.

Convention collective
IDCC : 8741. – SCIERIES AGRICOLES
ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Limousin)
(1^{er} septembre 1998)
(Etendue par arrêté du 2 juillet 1999,
Journal officiel du 17 juillet 1999)

AVENANT N° 36 DU 19 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
POUR LES SALARIÉS RÉMUNÉRÉS AU TEMPS

NOR : AGRS1697142M
IDCC : 8741

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers et des scieurs industriels du Limousin (SEFSIL) ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires (EDT),

D'une part, et

Le SGA CFDT du Limousin ;

L'union régionale des syndicats CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I « Salariés rémunérés au temps » de la convention collective est modifiée comme suit :

« ANNEXE I

Salariés rémunérés au temps (art. 14.2 de la convention collective)

Salaire horaire au 1^{er} février 2015

Personnel ouvrier

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
I	AB 100	9,79
II	C 105	9,84
	D 110	9,90

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
III	E 115	9,97
	F 125	10,04
	G 135	10,12
IV	H 150	10,44
	I 170	11,18
	J 200	12,30

Personnel administratif, commercial et technique

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
ACT I	–	100	9,78
ACT II	1	110	9,90
	2	120	10,00
ACT III	1	135	10,12
	2	150	10,44
ACT IV	–	170	11,18
ACT V	1	190	11,93
	2	210	12,72
ACT VI	1	240	13,81
	2	270	14,93

Agents de maîtrise

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
AM I	–	190	11,93
AM II	1	230	13,41
	2	270	14,93
AM III	1	320	16,87
	2	370	18,77

Cadres

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
C1	280	15,33
C3	360	18,39
	420	20,69
C4	460	22,22
C5	480	22,99
C6	510	24,15
C7	550	25,69
C8	600	27,58

Point d'ancienneté : 5,97. »

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 3

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant dont deux exemplaires seront déposés à la DIRECCTE, unité territoriale de la Haute-Vienne, 2, allée Saint-Alexis, BP 13203, 87032 Limoges Cedex.

Fait à Limoges, le 19 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8741. – SCIERIES AGRICOLES
ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**

(Limousin)

(1^{er} septembre 1998)

(Etendue par arrêté du 2 juillet 1999,
Journal officiel du 17 juillet 1999)

AVENANT N° 37 DU 19 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2016
POUR LES SALARIÉS RÉMUNÉRÉS À LA TÂCHE

NOR : AGRS1697143M

IDCC : 8741

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers et des scieurs industriels du Limousin (SEFSIL) ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires (EDT),

D'une part, et

Le SGA CFDT du Limousin ;

L'UR CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe II « Salariés rémunérés à la tâche » est modifiée comme suit :

« ANNEXE II

Salariés rémunérés à la tâche (art. 36 *bis* de la convention collective)

Date d'effet : 1^{er} janvier 2016.

CATÉGORIE	MÈTRE CUBE	STÈRE	TONNE
a) Grumes			
Feuillus	5,20		
Résineux	5,31		
Résineux écorcé	9,33		
b) 1. Bois de mine ou assimilé			
Résineux		6,29	
Résineux écorcé		8,29	
Châtaignier :			
– en 1 mètre		5,84	
– en 2 et 2,5 mètres		4,97	
– écorcé		9,33	
b) 2. Papeterie et billons			
Résineux :			
– en 1 mètre		5,90	
– en 2 et 2,5 mètres		5,01	
– écorcé		9,40	
Feuillus :			
– en 1 mètre		6,51	
– en 2 et 2,5 mètres		4,95	
Eclaircies feuillus et résineux		5,41	
Bois toutes longueurs			8,23
c) Poteaux de ligne	6,41		
d) Bois de feu		8,33	
Frais de mécanisation	1,33	2,24	3,98

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 3

Chacune des organisations signataires recevra un exemplaire du présent avenant dont deux exemplaires seront déposés à la DIRECCTE, unité territoriale de la Haute-Vienne, 2, allée Saint-Alexis, BP 13203, 87032 Limoges Cedex.

Fait à Limoges, le 19 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165160230-000616

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
